

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Revue mensuelle publiée par le Comité Central du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

NUMÉRO 11

AOUT 1938

PRIX : 2 Francs 50

SOMMAIRE

Stalinisme et fascisme en Italie (Z.). — Art et Révolution (Léon Trotsky). — Encore sur la répression de Kronstadt (Léon Trotsky). — Dans l'Internationale. Pologne : Sur la dissolution du P.C. Polonais. Belgique : Le deuxième

Congrès national du P.S.R. URSS : Assassinats de Communistes étrangers. — Les livres : A. Rossi, Naissance du fascisme : Histoire des Révolutions — Le 3^e Congrès national du P.O.J. — A nos lecteurs. — Errata.

Stalinisme et

Fascisme en Italie

Le Stalinisme se présente lui-même, dans le monde entier, comme la seule force qui lutte d'une façon décidée et conséquente contre le fascisme. Quiconque n'est pas disposé à lui reconnaître ce titre, quiconque ne se soumet pas à ses déclarations, quiconque a l'audace de lui arracher le masque et de le présenter aux masses tel qu'il est, avec sa dépravation et sa duplicité répugnantes, quiconque ose cela, tombe inexorablement sous le coup de sa haine sans bornes, de ses calomnies effrontées ; sous la menace d'être mitraillé au coin de la rue ou enlevé et fait disparaître par une des innombrables bandes de la Guépéou. Cependant les faits sont têtus ; et de plus en plus il s'avère que le stalinisme avec son « idéologie », sa politique, son gangstérisme sur tous les plans et dans tous les domaines ; avec ses meurs, ses provocations et ses assassinats, loin de constituer un barrage au fascisme facilite l'emprise de celui-ci sur les masses et devient un auxiliaire de sa victoire.

Il serait oiseux de rappeler l'apport que le stalinisme a fourni au fascisme avec sa politique qui abou-

tit à l'écrasement de la Révolution chinoise en 1927. Il est inutile aussi de rappeler le rôle joué par la criminelle politique stalinienne dans la montée et dans le triomphe du fascisme en Allemagne. Aujourd'hui il est clair pour tout le monde que sa capitulation honteuse et sans combat du stalinisme allemand devant l'hitlérisme, faisait partie du « plan » politique de Staline qui, avec le génie qui le distingue, pensait par ce moyen avoir comme alliée une Allemagne plus forte contre l'impérialisme anglo-français. Comme il avait offert en 1927 à Chang-Kai-Chek la tête de la révolution chinoise pour avoir son alliance, Staline en 1932 sacrifia la révolution allemande pour acheter l'alliance avec Hitler.

C'est essentiellement par suite de la politique suivie par les staliniens en Chine et en Allemagne que le fascisme représente à l'heure actuelle un danger mortel pour tous les pays du monde. Non moins claire est désormais la signification réelle du Front Populaire, suivie par les staliniens en France, en Espagne et dans les autres pays. La lutte contre le fascisme

n'a été et n'est encore qu'un prétexte. Le but réel de cette politique est autre ; et consiste dans la tentative de trouver de nouveaux alliés pour la bureaucratie soviétique ; peu importe si ces alliés sont des « démocrates » ou des réactionnaires fléchés, ou des fascistes. En effet, la ligne de démarcation effective établie par les stalinien entre « amis » et « ennemis », n'est nullement celle des fascistes et des antifascistes. Cette démarcation est basée encore moins sur des critères de classe. Non, les « amis » sont ceux qui acceptent — dans le sens le plus large du mot — la politique du gouvernement de Moscou ; les « ennemis » sont ceux qui ne l'acceptent pas. Les premiers sont ménagés comme des « amis de la Paix », des hommes « probes », « honnêtes » et tout le tralala, même s'ils sont des réactionnaires ou des fascistes ; les seconds sont qualifiés de « bandits », d'« espions » et de « fascistes », même si par tous les actes de leur vie — et parfois par leur propre mort — ils se sont montrés les ennemis les plus acharnés du fascisme.

Lord Cecil, par exemple qui a déclaré péremptoirement à une éminente personnalité française qu'il était favorable à la victoire de Franco en Espagne mais qu'il était d'accord contre l'Allemagne et contre le Japon, reste pour les stalinien un « grand ami », une « grande illustration » du « peuple et de la politique anglaise ». Les réactionnaires français qui sont d'accord pour le maintien du pacte franco-soviétique sont, soit épargnés, soit loués sous toutes les formes. Le maréchal Rydz-Smigly, à l'occasion de sa venue à Paris, fut salué par Thorez en des termes d'une platitude inouïe, bien que sur ses mains le sang des grévistes et des paysans polonais tombés sous ses balles, était encore frais. Mais par contre, les ouvriers révolutionnaires qui, par exemple lors des événements d'Espagne se sont précipités les premiers dans les barricades et dans les tranchées contre Franco et pour le triomphe du socialisme (ne pas lutter pour le socialisme, ainsi que le font les stalinien, c'est, en réalité, servir Franco) ; ceux qui veulent en fait, lutter contre l'exploitation bourgeoise, ceux qui n'entendent pas offrir spontanément leur peau pour la prochaine boucherie impérialiste dans le camp des « démocrates », ceux-là ne sont que pègre, espions, « agent de la Gestapo » qu'il faut exterminer comme des chiens enragés.

Cette politique qui n'a « d'anti-fasciste » que le nom (et parfois, comme on le démontrera par la suite, même le nom est abandonné), mais dont le contenu rend les plus grands services au fascisme, se manifeste avec un éclat particulier, dans le secteur réservé aux stalinien italiens. Pour le démontrer, nous nous limiterons à présenter quelques faits et quelques attitudes qui sont typiques, et dans lesquelles se concentrent, en quelque sorte, et se résume, la politique du stalinisme italien.

La Guerre d'Ethiopie

Cette guerre, par son caractère nettement impérialiste, par les moyens particulièrement odieux avec lesquels elle a été préparée et conduite, par les louches marchandages auxquelles elle donna lieu avant, pendant et après les « sanctions » ; par les conséquences, enfin, qu'elle devait avoir sur toutes les masses travailleuses d'Italie, offrit — après la « crise Matteotti » de 1924 — une occasion unique au prolétariat italien pour terrasser le régime fasciste et ouvrir la

voie au triomphe de la révolution prolétarienne dans la Péninsule. Un parti dont les dirigeants auraient été autres que des bureaucrates pourris jusqu'à la moëlle, des lâches et des traîtres, et qui n'aurait pas plié devant une entrainement sadique les enseignements élémentaires du bolchevisme ; un tel Parti aurait pu sans grandes difficultés devenir le facteur déterminant de la situation italienne ; il aurait pu gagner les millions de prolétaires et les vastes masses des campagnes et des villes pour les lancer en vagues puissantes contre le régime bourgeois-fasciste d'Italie, jusqu'à le démanteler, le détruire.

Deux conditions étaient nécessaires pour cela : démontrer au peuple italien par une attitude farouchement internationaliste, que la lutte contre la guerre d'Abyssinie n'avait rien de commun avec la tentative de couvrir les rapines coloniales de l'impérialisme anglo-français. Que, au contraire, la lutte contre le féroce impérialisme fasciste était en même temps le moyen le plus sûr pour faire sauter aussi les bases de l'impérialisme anglo-français. Et, en même temps, développer par tous les moyens la lutte de classe à l'intérieur du pays. La réalisation de cette deuxième condition était, de toute évidence, en fonction de la réalisation de la première.

Or, non seulement les stalinien italiens n'ont rien fait dans ce sens, mais ils ont tout mis en œuvre pour empêcher que ces conditions se réalisent.

Dans le domaine extérieur, toute leur activité s'est développée derrière et sous le patronage de la S.D.N., c'est-à-dire, derrière et sous le patronage des intérêts de l'impérialisme anglo-français. Les ministres massacrés des « Congrès anti-fascistes », les Délégations à Genève — le tout monté avec l'argent stalinien — les campagnes de presse, tout a été fait pour donner à l'impérialisme anglo-français l'assurance que seule la victoire de « l'antifascisme », lui aurait garanti l'exploitation pacifique de ses dominions et de ses colonies.

L'Italie fasciste — plus précisément, l'Italie dirigée par Mussolini — constitue un danger pour les conquêtes impérialistes anglo-françaises, tandis qu'une Italie libérée de Mussolini serait une garantie pour les digressions laborieuses des magnats de Londres et de Paris. Voilà la thèse, parfois masquée, parfois ouverte, mais toujours réelle, des stalinien et de « l'antifascisme » officiel italien.

C'était, justement, la thèse dont avait besoin Mussolini pour disqualifier d'un trait de plume, tout « l'antifascisme » d'au-delà les frontières, et pour resserrer autour de lui les masses italiennes. Voyez, disait la presse fasciste, ces messieurs antifascistes qui vivent à l'étranger et se targuent d'être des « Italiens », voyez-les : ils sont contre notre conquête de l'Empire, mais ils ne souffrent mot contre l'Empire de ceux qui font cinq repas par jour et qui dominent sur des centaines de millions de coloniaux. Et non seulement cela : mais encore ils se mettent au service des impérialismes riches et les poussent à agir contre nous qui sommes pauvres, qui n'avons que des colonies de sable et qui cherchons à avoir nous aussi, notre part au soleil.

L'influence de « l'antifascisme » était liquidée.

Mussolini avait obtenu une énorme victoire. La politique stalinienne avait abouti à resserrer autour de lui les masses qu'il s'agissait de mobiliser pour l'abattre.

Dans le domaine intérieur, la politique « habile » des stalinien et de tout « l'antifascisme » officiel, fut si c'est possible, encore plus idiote. Elle n'a été, du reste, que le prolongement inévitable de la politi-

que qu'on menait sur le plan extérieur. Cette politique trouva son expression achevée dans le « Congrès anti-fasciste », convoqué en 1936 à Bruxelles, en plénières « sanctions » genevoises ; et se résuma par les deux formules : « Via Mussolini dal Governo » (Mussolini hors du Gouvernement) ; et : Ne rien faire qui puisse épouvanter la bourgeoisie italienne (et anglo-française). Avec la première formule les stalinien et « l'anti-fascisme » officiel, déclaraient, ouvertement, que leur but immédiat n'était pas le renversement du régime fasciste, mais seulement l'éloignement de Mussolini ! Et avec la seconde, ils disaient aux masses : Attention ! Exigez l'éloignement de Mussolini du Gouvernement, mais... ne bougez pas, car, autrement, vous obligeriez la bourgeoisie à se faire protéger encore par lui !

Traduites en termes clairs, ces deux formules signifiaient ceci : Vous Monarchie, vous Vatican, vous bourgeoisie, vous propriétaires fonciers, si vous restez accrochés à cet aventurier de Mussolini, vous êtes perdus. Eloignez-le donc, et en échange, nous vous promettons, et nous vous donnons déjà en gage, la « tranquillité » des masses. Ainsi, la formule « habile » des stalinien, qui devait « mobiliser toutes les couches » du peuple italien contre « l'aventurier » Mussolini, n'était qu'une camisole de force passée au cou du prolétariat et des masses travailleuses d'Italie pour les empêcher de se mouvoir.

C'était, en somme, la répétition, mot pour mot, de la politique suivie par L'Aventin en 1924, pendant la crise Matteotti. Mais sans scission parlementaire, sans ébranlement des masses, et menée non à Rome, mais à Bruxelles ! La politique de L'Aventin a servi et consolidé le fascisme. Celle des stalinien, suivie pendant la guerre d'Abyssinie, l'a servi et consolidé deux fois. Il n'est pas hasardeux d'imaginer que Mussolini, en lisant les discours et les « résolutions » de Bruxelles devait se tordre dans de gras éclats de rire. « Les masses exigeront... en restant tranquilles ! Donc, pas de grèves, pas de défaitisme, pas de sabotage, pas d'occupation de terres, pas de refus de payer les impôts. En un mot, pas de guerre civile en Italie. Tout cela n'est que littérature réservée aux périodes creuses, pour justifier les appointements des bureaucrates. Mais si les masses restent tranquilles, si elles ne prêtent pas l'oreille à la « démagogie des provocateurs trotskystes » (c'est encore au « Congrès anti-fasciste » de Bruxelles que l'on s'exprime ainsi), alors pense à juste raison Mussolini, la Monarchie, le Vatican, la bourgeoisie, les gros propriétaires, et tutti quanti, même s'ils en avaient envie (ce qui, d'ailleurs, est loin d'être vrai), seront bien incapables de mener la bagarre !

Mussolini se frotte les mains. Il a gagné une deuxième bataille.

Les intérêts « honnêtes » de l'impérialisme italien

Les assurances données par les stalinien à toutes les couches et à tous les clans de la bourgeoisie italienne sur le maintien de la « tranquillité » sociale en Italie, étaient, toutefois, considérées comme insuffisantes par les stalinien eux-mêmes. D'autant plus qu'aucune de ces couches ou de ces clans ne s'empresait de répondre à leur appel. D'autant plus aussi que les assurances données à l'impérialisme anglo-fran-

çais sur l'intégrité de ses dominations coloniales, enlevait à la bourgeoisie italienne toute perspective impérialiste. Ce qui était, évidemment, désagréable, pour elle, outre mesure. Mais les stalinien italiens sont des hommes aux grandes ressources. C'est pourquoi ils découvrirent en un tournemain, les « Intérêts honnêtes » de l'Italie (impérialiste et fasciste) dans l'Europe centrale et dans les Balkans. « Notre Gouvernement » — c'est-à-dire, le gouvernement dont le chef est Mussolini — écrivaient dans leur presse les bureaucrates stalinien, au lieu de faire la guerre aux abyssins, au lieu de chercher des aventures dans la Méditerranée, doit organiser et « défendre les intérêts justes et honnêtes de l'Italie (sic !) dans l'Europe Centrale et dans les Balkans. Ce faisant, il travaillera pour la Paix, pour la Civilisation, pour l'Honneur de notre pays bien-aimé : l'Italie. »

Comme on le voit, le plan que les stalinien italiens offraient — et offrent — à l'impérialisme fasciste italien, est complet. En fait, il est vrai, le barrage vers l'Afrique et vers la Méditerranée, mais uniquement pour offrir tout de suite — animé seulement sur le papier — une compensation infiniment plus « avantageuse » au-delà de l'Adriatique. Car il faut bien que l'impérialisme italien trouve à casser sa croûte quelque part !

Seulement, « Notre Gouvernement » — le gouvernement fasciste dont le chef est Mussolini ! — n'est pas entièrement du même avis que les stalinien. Il pense, lui, qu'à l'heure actuelle, l'expansion vers l'Afrique et vers la Méditerranée comporte, somme toute, moins de risques que la « défense » des intérêts « honnêtes » indiqués par ses entrepreneurs collaborateurs. Il se peut qu'il se trompe et — nous le souhaitons de toutes nos forces — qu'il finisse par se casser le cou. Mais ce qui importe c'est que les stalinien, avec leur plan, ont effacé toute divergence de principe entre eux et le fascisme quant à l'expansion impérialiste du capitalisme italien. Le plan stalinien ne vise plus à abattre l'impérialisme italien, mais s'efforce de lui offrir les meilleurs moyens pour sortir de l'impasse. La « lutte » entre stalinien et Mussolini s'engage désormais pour savoir qui des deux sera le valet le plus perspicace de l'impérialisme italien. A cause des stalinien, le prolétariat et les masses travailleuses d'Italie, ne sont plus appelées à choisir entre leur esclavage sous la coupe impérialiste et leur libération, ainsi que la libération des autres peuples, mais entre deux directions différentes de la politique impérialiste : Expansion vers le sud-est, ou expansion vers le nord-est.

Or, encore une fois, si l'on confine la lutte entre ces termes, la victoire du fascisme est certaine. D'abord parce que le fascisme combine à la fois les deux directions de l'expansion italienne. Pour lui, les marches vers le sud-est et vers l'est-ouest, ne s'annulent pas, mais sont complémentaires l'une de l'autre. Il arrache à droite et à gauche en s'appuyant, ou en faisant tour à tour le chantage aux « démocraties » et à « l'hitlérisme ». Et il faut avouer que jusqu'à maintenant, le jeu lui a assez bien réussi. Ensuite, parce que le « plan » stalinien lui, socialement, politiquement et moralement, le prolétariat et les masses travailleuses d'Italie aux sort de l'impérialisme italien. En effet, si « notre Gouvernement » (le gouvernement fasciste dont le chef est Mussolini !) est appelé à défendre des intérêts « justes » et « honnêtes » dans un endroit quelconque, il faut le soutenir, et non l'abattre.

D'autre part, si l'expansion au-delà de l'Adriatique est « juste » et « honnête » parce qu'elle s'oppose à l'Allemagne (qui n'a pas de colonies), pourquoi l'ex-

pansion vers la Méditerranée et vers l'Afrique serait-elle malhonnête et injuste ? Peut-être parce qu'elle s'oppose à l'Angleterre et à la France ? Mais quel café italien serait assez naïf pour admettre cela ? Enfin, réduite à ces limites, la « lutte » se terminera toujours par la victoire du fascisme, car toute véritable mobilisation des masses sera impossible contre lui. En effet, les masses ne comprendront jamais la nécessité d'une insurrection ayant pour but, non d'écraser leurs exploités, mais de les obliger à manger au râtelier de gauche plutôt qu'à celui de droite. Elles comprendront encore moins cette nécessité si la « prime de l'insurrection, doit être un renforcement du joug impérialiste qui pèse sur leur cou.

Celui qui gagne dans tout cela est Mussolini, encore une fois.

✱

« Les Frères en chemises noires »

Sur la fin de la guerre d'Abyssinie, lorsque arriva de Moscou, comme d'un pays « démocratique » quelconque, la philosophie selon laquelle il valait mieux laisser brûler la bâtisse dans le désert (la bâtisse était l'Abyssinie) que de risquer de mettre le feu à l'Europe, les staliniens italiens, toujours alertes sur la direction du vent, comprirent que vraiment le temps des demi-formules était passé. Finalement, on pouvait parier haut et clair. Les ex-souris du service de censure (c'est-à-dire du service d'espionnage contre les soldats révolutionnaires et mécontents) pendant la grande guerre ; les ex-trafiquants de sacristie, les ex-sous-queue de Mussolini dans sa trahison et dans son interventionnisme, toute la bande de lâches et d'esclaves que « dirige » actuellement le Parti soi-disant communiste italien, pouvait, enfin, respirer à pleins poumons. La contradiction insurmontable entre les restes des formules bolcheviques qui avait encore cours dans le Parti, et leur nature à eux, les beefsteakards de toutes les tables, était désormais écartée. C'étaient eux qui triomphaient.

Il s'agissait, bien entendu, toujours de la Paix, de la Démocratie, et de la Liberté. Devant ces trois déesses, toute nouvelle hésitation aurait été un crime. Il est vrai, auparavant la Monarchie, le Vatican, la grosse bourgeoisie des villes et des champs, avaient fait la sourde oreille. Mais Mussolini, lui, comprendrait certainement. Eh, Mussolini, disaient ses ex-compagnons de trahison, lui n'est pas un fossile. Oui, peut-être, c'est peut-être un aventurier, mais c'est un homme politique. C'est un esprit réaliste. Rien n'exclut, donc, qu'on puisse faire un bout de chemin ensemble et, qui peut le savoir, avec ce Mussolini, rien n'exclut non plus qu'on puisse cheminer ensemble jusqu'au bout. Voilà le « plan » !

Il faut arracher l'Italie (fasciste) à ses amours avec Hitler, et la porter à combattre pour la « démocratie » ! Pour cela « nos frères en chemise noire » pourront nous être du plus grand appui. L'ennemi n'est plus le fascisme, c'est l'hitlérisme. Assez, donc, d'antifascisme. Il n'y a plus, en Italie, ni des fascistes, ni des anti-fascistes, comme il n'y avait plus depuis longtemps, sur les « papiers » staliniens, ni des prolétaires, ni des bourgeois, ni des paysans pauvres, ni des paysans riches, ni des exploités ni des exploités. En Italie, il n'y a plus que des Italiens et des anti-Italiens. Mais ces derniers, se cachent bien ailleurs que parmi

les fascistes. Messieurs, on liquide. On liquide les « Comités prolétariens anti-fascistes » ; on liquide la « démagogie anti-fasciste » ; on liquide le mot « anti-fasciste ». Les malheureux militants de base, qui ne savent pas ce qui se passe et qui continuent à se déclarer antifascistes, sont tirés par les oreilles ; et s'ils ne comprennent pas, ils sont vite dénoncés comme des anti-italiens, des agents de Hitler, des espions de la Gestapo, etc., etc... « Tous les italiens sont des frères », proclament les staliniens, sauf, bien entendu, les « trotskystes » qui veulent la lutte contre les « frères en chemise noire », pour faire le jeu de Hitler dont ils sont les agents !

La presse stalinienne découvre tous les jours de nouvelles merveilles en Italie. L'Italie redevient à nouveau « le plus beau jardin du monde ». Les syndicats fascistes, ne sont plus les géhènes à l'intérieur desquelles le prolétariat est muselé et ligoté. Cela, c'est de la « calomnie trotskyste ». Les syndicats fascistes sont les « syndicats des travailleurs italiens ». Les institutions fascistes, se transforment comme par enchantement, en institutions du Peuple Italien. Entre les fils de la même Patrie, il y a eu, malheureusement, des malentendus, des équivoques. Les uns se sont appelés fascistes, les autres anti-fascistes. L'incompréhension a été commune à tous, certainement, mais surtout aux anti-fascistes qui n'ont pas apprécié comme il le fallait, le grand amour des « frères en chemise noire » pour l'Italie. Si les « frères en chemise noire » ont péché, eux aussi, c'était par trop d'amour. Donc, on doit les excuser. En tout cas, tout cela n'est qu'un triste cauchemar du passé. Désormais, fête générale, embrassade générale. Plus d'insignes anti-fascistes qui seraient des provocations envers « nos frères ». « Nos frères », du reste, comprendront vite que leurs insignes aussi n'auront plus de sens. Tous fils de la même Patrie, nous n'aurons tous qu'un seul drapeau, le drapeau tricolore. Et en avant, contre Hitler...

En se grattant la tête, le militant de la base demandait : Quoi ? Quoi ? Les membres des escouades fascistes qui ont tué, violé, mutilé au sein de ma famille ? « Frères en chemise noire » ripostaient les bureaucrates. Les petits argousins qui, dans les villes et les villages, exercent encore la bastonnade et la terreur ? « Frères en chemise noire ». Les bureaucrates fascistes qui dans les usines, dans les syndicats et partout surveillent les ouvriers et les livrent à la vengeance des patrons et de la police ? « Frères en chemise noire ». Les gros manitous des grandes Corporations fascistes, les Rossoni, les Clardi et compagnie ? « Frères en chemise noire ». Mais enfin, demande le pauvre militant de la base, entièrement abruti par la surprise d'avoir tant de frères insoupçonnés : et Mussolini ? « Frère, Frère en chemise noire », ripostent, imperturbables les bureaucrates staliniens. Nous ne sommes pas des anti-fascistes, donc Mussolini aussi est notre frère.

Et pour que cela soit bien net et clair, la presse stalinienne publiait une déclaration officielle du Parti, dans laquelle les staliniens se déclaraient prêts à marcher « la main dans la main avec tous les fascistes, quelque soit le degré qu'ils occupent dans la hiérarchie du Parti et de l'Etat ». L'invitation au « Frère en chemise noire » Mussolini, ne pouvait être plus nette. Et toute cette orgie, toute cette débauche de fraternisation stalinienne envers les fascistes, y compris Mussolini, eut lieu à la fin et après la guerre d'Abyssinie, lorsque les conséquences désastreuses de celle-ci se faisaient le plus sentir et lorsqu'il était encore possible de dresser les masses contre le régime.

Encore une fois, les staliniens serviront « honorablement » leurs frères fascistes.

✱

Sus aux « trotskystes »

Aux avances répétées qui lui étaient faites, Mussolini répondit par l'intervention en Espagne et par la consolidation de l'axe Rome-Berlin. Ces deux faits ont considérablement refroidi les ardeurs philo-fasciste des bureaucrates staliniens. Refroidis, mais non éteints. Un exemple suffit à le prouver. Au moment de l'occupation de l'Autriche par les nazis, la presse stalinienne menait une campagne effrénée contre Mussolini, responsable d'avoir mis « notre chère Italie à genoux devant Hitler ». Mussolini, donc, est de nouveau sur la sellette. De « frère » il s'est transformé en « mauvais esprit ». Mais la main envers les fascistes n'en reste pas moins tendue. On peut même dire que la reprise d'une certaine phraséologie « anti-fasciste », ne sert qu'à couvrir le contenu d'une politique plus « fraternelle » que jamais envers les fascistes.

En effet, si jusqu'à hier l'axe Rome-Berlin n'était qu'une perspective qu'il fallait éviter à tout prix, aujourd'hui, il est devenu une réalité. La conclusion qu'en tirent les staliniens c'est qu'à l'ordre du jour se trouve à nouveau, en Italie, le problème de la « lutte pour l'indépendance nationale ». Et cette indépendance nationale peut être assurée, non à travers le déchaînement de la guerre civile contre les exploités directs du peuple italien, mais à travers l'union de toutes les classes contre les « tedeschi ». C'est pourquoi, le leit motiv de toute la presse stalinienne est le suivant : Le Peuple Italien est sous le talon de Hitler et des « tedeschi ». Nos journalistes (il s'agit des journalistes fascistes) sont obligés d'écrire sous la dictée des agents « tedeschi ». L'Italie est envahie par les « tedeschi » qui dans les usines, dans les bureaux, dans les salles de rédaction, partout, exercent la terreur contre le Peuple Italien. Ce ne sont pas les fascistes et les capitalistes italiens qui oppriment les travailleurs d'Italie, mais ce sont les « tedeschi ». Mussolini et quelques autres chefs fascistes, ainsi qu'une demi-douzaine de gros trusteurs, sont, évidemment, des sales valets de l'Allemagne. Il faut les chasser. Mais le fascisme italien, en tant que tel, est toujours hors de cause. C'est contre les allemands, contre les « tedeschi » (dans la presse stalinienne, le terme « tedeschi » a la même signification de mépris que le « boche » pour les français) qu'il faut concentrer le feu. Guerre, donc, aux « tedeschi ». Bastone tedesco l'Italia non doma (Le bâton boche ne domine pas l'Italie), c'est le refrain le plus cher des staliniens. Et leur chauvinisme fasciste va bien plus loin. Il surpasse, probablement, tout ce que la presse hitlérienne a dévalé contre les « juifs ».

Pour preuve, nous n'en voulons qu'une correspondance « venant d'Italie », publiée dans l'organe en langue italienne que les staliniens italiens publient à Paris. Dans cette correspondance, provenant « d'une grande personnalité de la littérature et de l'antifascisme italien », disait le journal, le peuple allemand (non les hitlériens, mais tout le peuple allemand) était outragé d'une manière atroce. Tout son contenu avait pour but ceci : démontrer que les « tedeschi » (les boches) ne sont qu'un tas de porcs, et que pour le bien de l'humanité, il faut, comme à des porcs, leur planter le couteau dans la gorge. Cette publication,

vraiment ignoble, souleva des protestations générales au sein de l'émigration italienne ; ce qui obligea la rédaction du journal à exprimer, après coup et après lui avoir fait une réclamation tapageuse, des réserves hypocrites en trois lignes !

C'est pourtant contre les « trotskystes » que la haine stalinienne se manifeste sans trêve. Ici, pas d'interruption, pas de « pause ». Les fascistes peuvent devenir des « frères », les hitlériens peuvent se transformer en « compagnons », mais les « trotskystes » restent toujours les ennemis numéro 1 pour les bureaucrates staliniens. Dans aucune presse du monde, celle de l'U.R.S.S. exceptée, le « folklore anti-trotskyste » n'est aussi abondant et aussi varié que dans celle des bureaucrates italiens. Ce n'est pas que les Italiens se forcent les ménages plus que leurs confrères des autres pays pour trouver quelque chose d'original. Loin de là. Mais ils copient plus abondamment que les autres la presse russe. Il faut bien, les malheureux, justifier le beefsteak.

Depuis quelque temps, pourtant, il s'agit aussi d'autre chose que de folklore. Toute une série de faits et de symptômes démontrent que les staliniens italiens se proposent d'aller plus loin. Déjà la suppression du leader anarchiste Berneri (lui aussi un « trotskyste ») et de son camarade Barbieri, à Barcelone, porte la marque d'origine. C'est parmi les staliniens italiens que se trouvent les mandants et les exécuteurs de ces lâches assassinats. La réaction de la presse stalinienne à une note faite en son temps par le journal socialiste, le Nuovo Avanti ! sur la fin de Berneri, est un aveu. Et voici ce qu'il y a encore. Les « trotskystes » qui se trouvent dans les prisons et dans les îles de Mussolini, en Italie, sont toujours plus victimes des agressions, pendant le jour et pendant la nuit, de la « mafia » stalinienne qu'on a constitué dans ces lieux. Ceux qui sont en liberté, sont ouvertement indiqués par la presse stalinienne à l'ovra fasciste, à laquelle on communique les noms et les lieux de leur rencontre. Le « trotskyste » Damen (il s'agit en réalité d'un bordiguiste), vétéran des prisons italiennes pour son action anti-fasciste, a été, depuis quelques mois, arrêté de nouveau à Milan à la suite des dénonciations circonstanciées des mouchards staliniens. Dans l'émigration, chaque fois que l'occasion se présente, les « trotskystes » sont dénoncés par leurs noms, prénoms et pseudonymes dans le but de les faire expulser par la police. Tout récemment, à la suite d'un incident de nature politique survenu dans la section italienne de la Ligue des Droits de l'Homme, à Paris, la presse stalinienne s'est distinguée dans cette sale besogne de mouchardage. Des listes entières de noms et de prénoms de militants de retour des tranchées espagnoles sont publiées dans la presse stalinienne. Ces militants se trouvent, en général, sans papiers et la police les traque pour les jeter hors de France. Or, la publication de leurs noms et prénoms a pour but de les obliger « à se tenir tranquilles » et de ne pas dénoncer les saloperies accomplies par les bureaucrates staliniens en Espagne contre les révolutionnaires. Ensuite : des « trotskystes » reçoivent des lettres anonymes pleines de menaces, avec une tête de mort dessinée au milieu. C'est le même procédé que les « frères en chemise noire » utilisaient jadis en Italie pour terroriser les militants prolétariens et surtout leurs familles. D'autres sont « charitablement » prévenus de ne pas rentrer tard le soir s'ils veulent éviter des surprises. D'autres encore se voient espionnés par des individus suspects. Tout cela démontre que l'ovra stalinienne existe aussi sur le terrain italien, travaille et se prépare pour des coups redoublés.

Et pourquoi cela ? En dehors des basses, mais très réelles considérations, du beefsteak et des tâches générales qui leur sont dévolues par la Guépéou ; en dehors aussi des motifs d'ordre personnel, c'est-à-dire de la biographie chargée de trahisons et de lâchetés des quelques manitous qui tiennent (ou se donnent l'air de tenir) les rênes du Parti stalinien italien, les causes profondes de la haine particulière des bureaucrates italiens contre les « trotskystes » sont exposées dans cet article. La lutte à mort contre les « trotskystes » est le complément nécessaire de la politique de fraternisation envers les fascistes et envers les couches et les clans de la bourgeoisie italienne, menée par les stalinien.

Nos camarades italiens, dans la mesure extrêmement limitée de leurs possibilités, dénoncent cette po-

litique abracadabrante et traîtresse. Les ouvriers italiens, surtout ceux qui reviennent des tranchées espagnoles et de l'U.R.S.S., tournent le dos aux misérables charlatans qui jonglent avec les « frères fascistes » et qui dans tous les problèmes importants ont fait et font le jeu de Mussolini. En Italie, dans les prisons et dans les îles de déportation, si l'on excepte quelques fonctionnaires préoccupés du soutien de leurs familles et de leur assiette pour demain, la révolte est générale contre les profiteurs éhontés de leurs sacrifices. C'est assez pour que les bureaucrates véreux et à l'âme d'esclaves, vouent aux « trotskystes » une haine éternelle. Ce qui n'empêchera pas nos camarades italiens d'accomplir leur travail révolutionnaire avec fermeté et avec succès.

Z.

ART & RÉVOLUTION

Lettre à la revue américaine « Partisan Review »

Vous m'avez aimablement proposé de m'exprimer sur la situation actuelle de l'art. Je ne le fais pas sans quelque hésitation. Après mon livre *Littérature et Révolution* (1923 (1)), je ne suis pas revenu une seule fois aux problèmes de la création artistique, et je salue qu'occasionnellement. Je suis loin de prétendre apporter au problème une réponse qui épuise tout. La tâche de cette lettre est de poser correctement la question.

▲

Dans l'art s'exprime, à généralement parler, le besoin d'harmonie et de plénitude d'existence de l'homme, c'est-à-dire des biens suprêmes dont l'a privé la société de classes. Voilà pourquoi dans la véritable création est toujours incluse une protestation contre la réalité, consciente ou inconsciente, active ou passive, optimiste ou pessimiste. Toute nouvelle tendance en art a commencé par la révolte. La force de la société bourgeoise s'est exprimée durant de longues périodes historiques dans le fait qu'en combinant la pression et l'encouragement, le boycott et la cajolerie, elle s'est trouvée capable de discipliner et d'assimiler tout mouvement « rebelle » dans l'art, et de l'élever au niveau de la « reconnaissance » officielle. Mais chaque fois cette « reconnaissance » signifia en fin de compte l'approche de l'agonie.

C'est alors que du flanc gauche de l'école légalisée, ou au-dessous d'elle, les rangs d'une nouvelle génération de la bohème artistique, surgissait un mouve-

ment rebelle plus frais, qui arrivait à son tour, dans un défilé fixé, aux marches de l'Académie. C'est par ces degrés que sont passés le classicisme, le romantisme, le réalisme, le naturalisme, le symbolisme, l'impressionnisme, le décadentisme... Cependant, l'union de l'art et de la bourgeoisie ne reste stable, sinon heureuse, que tant que la société bourgeoise elle-même prenait de l'essor, qu'elle se trouvait capable de maintenir un régime politique et moral de « démocratie », non seulement en laissant la bride libre aux artistes et en les cajolant de toutes les façons possibles, mais encore en donnant des prébendes aux sommets de la classe ouvrière, en domptant et apprivoisant la bureaucratie des syndicats et des partis ouvriers. Tous ces phénomènes se situent dans le même plan historique.

Le déclin actuel de la société bourgeoise signifie une exacerbation intolérable des contradictions sociales, qui se transforme infailliblement en contradictions personnelles, engendrant le besoin d'autant plus brûlant d'un art émancipateur. Or, le capitalisme à son déclin se trouve déjà complètement incapable d'offrir les conditions minima de développement aux tendances de l'art qui répondent tant soit peu à notre époque. Il craint superstitieusement toute parole nouvelle, car il ne s'agit plus pour lui de corrections ou de réformes, mais de vie ou de mort. Les masses opprimées vivent leur propre vie. La bohème est une base trop restreinte. De là le fait que les nouvelles tendances prennent un caractère de plus en plus convulsif, oscillant entre l'espoir et le désespoir. Les écoles artistiques des dernières dizaines d'années, — cubisme, futurisme, dadaïsme, surréalisme, — se succèdent l'une l'autre sans atteindre un développement complet. L'art, qui est l'élément de la culture le plus complexe, le plus sensible, et, en même temps, le moins protégé, souffre le plus du déclin et de la putréfaction de la société bourgeoise.

Trouver une issue à cette impasse par les moyens de l'art lui-même est impossible. Il s'agit de la crise de toute la civilisation, à commencer par sa base économique et à finir par les sphères les plus hautes de l'idéologie. L'art ne peut ni sortir de la crise ni s'en séparer par une cloison. Il ne peut se sauver lui-même. Il pourra inévitablement, comme pourrait l'art grec sous les ruines d'une civilisation fondée sur l'esclavage, si la société contemporaine ne sait se reconstruire. Cette tâche a un caractère fondamentalement révolutionnaire. Par là même la fonction de l'art à notre époque est déterminée par son attitude en face de la révolution.

Mais précisément dans cette voie l'histoire a posé aux artistes une gigantesque traquenard. Toute une génération de l'intelligentsia de « gauche » a tourné ses yeux dans les dix ou quinze dernières années vers l'Orient et lié, à tel ou tel degré, son sort à une révolution victorieuse, sinon à celui du prolétariat révolutionnaire. Or, ce n'est nullement une seule et même chose. Dans une révolution victorieuse, il n'y a pas seulement la révolution, mais aussi la nouvelle couche privilégiée qui s'élève sur les épaules de celle-ci. Au fond, l'intelligentsia de « gauche » a tenté de changer de maître. Y a-t-elle beaucoup gagné ?

La révolution d'Octobre a donné une magnifique impulsion à l'art soviétique dans tous les domaines. La réaction bureaucratique, par contre, a étouffé la création artistique d'une main totalitaire. Rien d'étonnant ! L'art, par son fond même, est une fonction des nerfs et exige une sincérité complète. Même l'art de la cour de la monarchie absolue était basé sur l'idéalisation, mais non sur la falsification. Or, l'art officiel de l'Union Soviétique — et il n'y a pas d'autre art là-bas, — partage le sort de la justice totalitaire, c'est-à-dire qu'il est fondé sur le mensonge et la fourberie. Le but de la justice, comme de l'art, est de magnifier le « chef », de fabriquer artificiellement un mythe héroïque. L'histoire humaine n'a jamais rien vu de semblable par l'envergure et l'impudence. Quelques exemples ne seront pas superflus.

L'écrivain soviétique connu Vsevolod Ivanov a rompu dernièrement le silence pour manifester son ardente solidarité avec la justice de Vychinski. L'extermination générale des vieux bolcheviks, « ces émanations putrides du capitalisme », engendre chez les artistes, selon les termes d'Ivanov, une « haine créatrice ». Romantique prudent par nature, lyrique non sans réserve, par bien des traits Ivanov rappelle Gorki, mais comme une projection diminuée. N'étant pas un courtisan né, il préféra se taire aussi longtemps que ce fut possible, mais vint le moment où le silence signifiait la mort civile, peut-être même physique. Ce n'est pas la « haine créatrice » qui guide la plume de ces écrivains, mais la peur paralysante.

Alexis Tolstoï, chez qui le courtisan a définitivement maîtrisé l'artiste, a écrit un roman spécial glorifiant les exploits militaires de Staline et de Vorochilov à Tzaritzine. En fait, comme en témoignent des documents impartiaux, l'armée de Tzaritzine — une des deux douzaines d'armées de la révolution — joua un rôle assez lamentable. Les deux « héros » furent relevés de leurs postes*. Si l'honnête et pur Tchapaïev, un des véritables héros de la guerre civile, s'est

(*) Voir, par exemple, l'article de N. Markine, Vorochilov et l'Armée rouge, dans le livre de L. Trotsky « L'école stalinienne de falsification » (New-York 1938).

trouvé magnifié dans un film soviétique, c'est uniquement parce qu'il n'a pas vécu jusqu'à l'« époque de Staline », où il eût été fusillé comme agent fasciste.

Le même Alexis Tolstoï écrit maintenant une pièce de théâtre sur le thème de l'année 1919 : « La campagne des quatorze puissances ». Les principaux héros de la pièce, selon les paroles de l'auteur, sont Lénine, Staline et Vorochilov. « Leurs images » (de Staline et de Vorochilov !), auréolées de gloire et d'héroïsme, traverseront toute la pièce. Ainsi, un écrivain talentueux, qui porte le nom du plus grand et plus véridique réaliste russe, est devenu un fabricant de « mythes » sur commande !

Tout récemment, le 27 avril de cette année, l'organe gouvernemental officiel, *Izvestia*, donna la reproduction d'un nouveau tableau représentant Staline en organisateur de la grève de Tiflis en mars 1902. Or, comme il apparaît de documents publiés depuis longtemps, Staline se trouvait en ce temps-là en prison, et d'ailleurs non à Tiflis, mais à Batoum. Cette fois-ci le mensonge sautait trop aux yeux ! Les *Izvestia* durent s'excuser le lendemain du déplorable malentendu. Ce qu'il est advenu du malheureux tableau, payé par des fonds d'Etat, nul ne le sait.

Des dizaines, des centaines, des milliers de livres, de films, de toiles, de sculptures, fixent et magnifient de tels « épisodes » historiques. Ainsi, dans les nombreux tableaux se rapportant à la révolution d'octobre, on ne manque pas de représenter, avec Staline à sa tête, un « centre » révolutionnaire qui n'a jamais existé. Il faut dire quelques mots sur la préparation graduelle de cette falsification. Leonid Serebriakov, fusillé plus tard lors du procès Pstakov-Radek, attirait mon attention en 1924 sur la publication dans la *Pravda*, sans explication aucune, d'extraits des procès-verbaux du Comité central de la fin de 1917. Ancien secrétaire du Comité central, Serebriakov avait de nombreuses liaisons dans les couloirs de l'appareil du parti, et il savait bien quel était le but de cette publication inattendue : c'était le premier pas, encore prudent, dans la voie de la création du principal mythe stalinien, qui occupe maintenant tant de place dans l'art soviétique.

A une distance historique l'insurrection d'octobre apparaît bien plus concertée et monolithique qu'elle s'est déroulée en réalité. En fait, ne manquèrent ni les vacillations, ni la recherche d'échappatoires, ni les initiatives occasionnelles qui n'eurent pas de suite. Ainsi, à la séance du Comité central du 16 octobre, improvisé en une nuit, il fut décidé de compléter l'état-major de l'insurrection par un « centre » auxiliaire créé par le parti et composé de Sverdlov, Staline, Boubnov, Ouritski et Djerjinski. Durant ces mêmes heures, il était créé à la séance du soviét de Pétrograd un Comité Militaire Révolutionnaire, qui dès le moment de son apparition déploya un tel travail dans la préparation de l'insurrection que le « centre » projeté la veille fut oublié de tous, y compris de ses membres eux-mêmes. Il y eut pas mal de semblables improvisations dans le tourbillon de cette période (*). Staline n'est jamais entré dans le Comité Militaire Révolutionnaire, n'est pas apparu à Smolny, c'est-à-dire à l'état-major de la révolution, n'a rien eu à voir avec la préparation pratique de l'in-

(*) Cette question est expliquée de façon complète dans mon *Histoire de la Révolution russe* (tome IV) dans le chapitre « Les légendes de la bureaucratie ».

surrection, mais se trouvait à la rédaction de la Pravda et écrivait de grisâtres articles, bien peu lus.

Durant les années ultérieures, personne ne mentionna une seule fois le « centre pratique ». Dans les récits des participants de l'insurrection — et ces récits ne manquent pas — le nom de Staline n'est pas mentionné une seule fois. Staline lui-même, dans un article anniversaire sur l'insurrection d'Octobre, dans la Pravda du 7 novembre 1918, décrivant toutes les institutions et personnes qui ont pris part à l'insurrection, ne dit pas un mot sur le « centre pratique ». Néanmoins, le vieux procès-verbal, découvert par hasard en 1924 et faussement interprété, a servi de base à la légende bureaucratique. Dans tous les recueils, guides bibliographiques, même dans les manuels scolaires récemment édités, figure le « centre » révolutionnaire, avec Staline à sa tête. Personne n'a d'ailleurs tenté, ne fût-ce que par décence, d'expliquer où et comment ce centre a siégé, à qui il a donné des prescriptions et lesquelles, s'il a pris des procès-verbaux et où ils sont. Nous avons ici tous les éléments des procès de Moscou.

Avec la docilité qui le distingue, l'art dit soviétique a fait de ce mythe bureaucratique un des objets préférés de l'incarnation artistique. Sverdlov, Djerjinski, Ouritaki et Boubnov sont représentés en couleurs ou en argile, assis ou debout autour de Staline et suivant son discours avec une attention soutenue. L'édifice où siège le « centre » garde un caractère intentionnellement imprécis pour écarter la question embarrassante de l'adresse. Que peut-on attendre ou réclamer d'artistes contraints d'étaler de leur pinceau les traces grossières d'une falsification historique évidente pour eux-mêmes ?

Le style de la peinture soviétique officielle actuelle est dénommé « réalisme socialiste ». Le nom lui-même a été évidemment donné par quelque fonctionnaire supérieur du département des arts. Le « réalisme » consiste en l'imitation de daguerréotypes provinciaux du troisième quart du siècle passé ; le caractère « socialiste » consiste apparemment à représenter, à la manière de photographies guindées, des événements qui n'ont jamais eu lieu. Impossible de lire sans dégoût physique, mêlé à l'effroi, les vers et la prose soviétiques ou de regarder des reproductions de tableaux et de sculptures, dans lesquelles des fonctionnaires armés d'une plume, d'un pinceau ou d'un ciseau, sous la surveillance de fonctionnaires armés de mausers, glorifient les chefs « grands » et « géniaux », dépourvus en fait de la moindre étincelle de génie ou de grandeur. L'art de l'époque staliniste restera comme l'expression la plus manifeste du profond déclin de la révolution prolétarienne.

La chose ne se limite pourtant pas aux frontières de l'U.R.S.S. Sous l'apparence d'une reconnaissance tardive de la révolution d'Octobre, l'aile « gauche » de l'intelligentsia occidentale est tombée à genoux devant la bureaucratie soviétique. Les artistes ayant quelque caractère et quelque talent sont restés, en règle générale, à l'écart. Mais c'est d'autant plus malencontreusement que sont apparus au premier plan les ratés, les carriéristes et les nullités. A déferlé une vague de centres et de comités de toute sorte, de secrétaires des deux sexes, d'indivisibles lettres de Romain Rolland, d'éditions subventionnées, de banquets et de congrès, où il est difficile de tracer une ligne de démarcation entre l'art et la Guépéou. En dépit de sa large étendue, ce mouvement militarisé n'a pas engendré une seule production qui fût capable de survivre à son auteur ou à ses inspirateurs du Kremlin.

Dans le domaine de la peinture, la révolution d'Octobre a trouvé son plus grand interprète non pas en U.R.S.S., mais dans le lointain Mexique, non pas parmi les « amis » officiels, mais dans la personne d'un « ennemi du peuple » déclaré que la Quatrième Internationale compte avec fierté dans ses rangs. Nourri de la culture artistique de tous les peuples et de toutes les époques, Diego Rivera a su rester mexicain dans les fibres les plus profondes de son génie. Mais ce qui l'a inspiré dans ses grandioses fresques, ce qui l'a élevé au-dessus de la tradition artistique, au-dessus de l'art contemporain et, dans un certain sens, au-dessus de lui-même, c'est le souffle puissant de la révolution prolétarienne. Sans Octobre, son pouvoir de pénétration créatrice dans l'épopée du travail, de l'oppression et de l'insurrection n'eût jamais atteint une telle envergure et une telle profondeur. Vous voulez voir de vos yeux les ressorts cachés de la révolution sociale ? Regardez les fresques de Rivera. Vous voulez savoir ce qu'est l'art révolutionnaire ? Regardez les fresques de Rivera.

Approchez-vous un peu plus près et vous verrez pas mal d'éraflures et de taches faites par de perfides vandales : des catholiques et autres réactionnaires, y compris, bien entendu, des stalinistes aussi. Ces piqures et ces blessures donnent aux fresques encore plus de vie. Vous n'avez pas simplement devant vous une « peinture », un objet de contemplation esthétique passive, mais un morceau vivant de la lutte sociale. Et c'est en même temps un sommet de l'art !

Seule la jeunesse historique d'un pays qui n'est pas encore sorti du stade de la lutte pour l'indépendance nationale a permis au pinceau révolutionnaire de Rivera de se trouver un appui sur les murs des édifices publics du Mexique. Aux Etats-Unis, ce fut plus difficile. De même que les moines du Moyen-Âge, par ignorance, il est vrai, lavaient des parchemins les productions de la littérature antique pour les couvrir de leur délire scholastique, ainsi les stipendiés de Rockefeller, mais déjà par malintention, couvrent les fresques du grand Mexicain de leurs banalités décoratives. Ce récent palimpseste perpétuera démonstrativement ce que fut le sort de l'art avili dans la société bourgeoise en putréfaction.

Il n'en va nullement mieux, cependant, dans le pays de la révolution d'Octobre. Quelque invraisemblable que ce fut à première vue, ni à Moscou, ni à Leningrad, ni en quelque autre endroit de l'U.R.S.S. où la bureaucratie issue de la révolution se construit à elle-même de grandioses palais et monuments, il ne s'est trouvé de place pour l'art de Diego Rivera. Et comment la clique du Kremlin pourrait-elle tolérer dans son royaume un artiste qui ne peint ni des icônes représentant le « chef » ni des portraits du cheval de Vorochnilov grandeur naturelle ? La fermeture des portes soviétiques devant Diego Rivera marquera pour toujours d'une honte ineffaçable la dictature totalitaire !

Est-ce pendant longtemps encore qu'elle étouffera, piétinera et salira tout ce dont dépend l'avenir de l'humanité ? Des signes infallibles disent que non. L'effondrement ignominieux et pitoyable de la politique couarde et réactionnaire des Fronts Populaires en Espagne et en France, d'une part, les falsifications judiciaires de Moscou, de l'autre, annoncent l'approche d'un grand tournant non seulement dans le domaine de la politique, mais aussi dans le domaine plus large de l'idéologie révolutionnaire. Même les malheureux « amis », — évidemment pas les bas-fonds intellectuels et moraux de New Republic et de The Nation commencent à se fatiguer du joug et du fouet.

L'art, la culture, la politique ont besoin d'une nouvelle perspective. Sans cela l'humanité n'avancera pas. Mais jamais encore cette perspective n'a été aussi menaçante et catastrophique que maintenant. De là le fait que la panique est actuellement l'état d'esprit dominant de l'intelligentsia désorientée. Ceux qui opposent au joug de Moscou un scepticisme irresponsable ne pèsent pas lourd dans la balance de l'histoire. Le scepticisme n'est qu'une autre forme, et nullement la meilleure, de la démoralisation. Derrière le fait, maintenant si à la mode, de se délimiter symétriquement de la bureaucratie staliniste et de ses adversaires révolutionnaires, se cache neuf fois sur dix une misérable prostration devant les difficultés et les dangers historiques. Cependant, les subterfuges verbaux et les petites ruses ne serviront de rien. A personne il ne sera accordé de remise ni de délai. En face du déferlement de guerres et de révolutions qui approche, tous auront à donner une réponse : les philosophes, les poètes, les peintres aussi bien que les simples mortels.

Dans le numéro de juin de votre revue, j'ai rencontré une curieuse lettre d'un rédacteur d'une revue de Chicago, inconnue de moi. Exprimant (par malentendu, je l'espère) sa sympathie pour votre publication, il écrit : « Je ne mets cependant (?) pas mes espoirs dans les « trotskistes » ou dans d'autres fragments anémiques qui n'ont pas de base de masse ». Ces paroles hautaines en disent sur leur auteur plus qu'il neût voulu en dire. Elles montrent avant tout que les lois du développement de la société sont restées pour lui le livre aux sept sceaux. Aucune idée progressive n'a commencé avec une « base de masse », sinon ce n'eût pas été une idée progressive. C'est seulement à sa dernière étape que l'idée trouve ses masses, si bien entendu, elle répond elle-même aux nécessités du développement. Tous les grands mouvements ont commencé comme des « fragments » de mouvements plus anciens. Le christianisme ne fut à l'origine qu'un « fragment » du judaïsme ; le protestantisme, un « fragment » du catholicisme, c'est-à-dire du christianisme dégénéré. Le groupe de Marx et d'Engels naquit comme un fragment de la gauche hégélienne. L'Internationale communiste se prépara durant la guerre avec les fragments de la social-démocratie internationale. Si ces initiateurs se sont trouvés capables de se créer une base de masse, c'est uniquement pour n'avoir pas craint l'isolement. Ils savaient d'avance que la qualité de leurs idées se transformerait en quantité. Ces « fragments » n'ont pas souffert de l'anémie ; au contraire, ils renfermèrent en eux la quintessence des grands mouvements historiques du lendemain.

Ce n'est guère différemment, comme on l'a déjà dit, que s'est accompli le mouvement de progression de l'art. Quand une tendance artistique a épuisé ses ressources créatrices, il se sépare d'elle des « fragments » créateurs qui savent regarder le monde avec des yeux nouveaux. Plus les initiateurs sont hardis dans leurs idées et leurs procédés, plus ils s'opposent à l'oppression aux autorités établies qui s'appuient sur une « base de masse » conservatrice, plus les routiniers, les sceptiques et les snobs sont enclins à voir dans les novateurs d'impulsants excentriques ou d'« anémiques fragments ». Mais en fin de compte ce sont les routiniers, les sceptiques et les snobs qui ont tort, — et la vie passe par-dessus eux.

La bureaucratie thermidorienne à qui on ne peut nier un sens quasi animal du danger, ni un puissant instinct de conservation, n'est nullement encline à apprécier ses adversaires révolutionnaires avec un mépris aussi magnanime, mépris qui va souvent de

pair avec la légèreté et l'inconstance. Dans les procès de Moscou, Staline, qui n'est nullement par nature un joueur hasardeux, a placé sur la carte de la lutte contre le « trotskisme » le sort de l'oligarchie du Kremlin et son sort personnel. Comment éclaircir ce fait ? La campagne internationale enragée contre le « trotskisme », qui trouverait difficilement un parallèle dans l'histoire, serait absolument inexplicable si les « fragments » n'avaient en eux une énorme force de vie. Celui qui ne voit pas cela aujourd'hui le verra mieux demain.

Comme pour terminer son auto-portrait d'un trait éclatant, votre correspondant de Chicago fait vœu — quelle bravoure ! — de se rencontrer avec vous dans un futur camp de concentration fasciste ou « communiste » ! Joli programme ! Trembler à la pensée d'un camp de concentration ne vaut assurément pas grand chose. Mais est-il beaucoup mieux de choisir par avance pour soi et ses idées ce refuge inhospitalier ? Avec l'« amoralisme » bolchevik qui nous est propre, nous sommes prêts à reconnaître que les gentilements, pas du tout anémiques, qui capitulent avant le combat et sans combat, ne méritent réellement rien d'autre que le camp de concentration.

Il en serait différemment si votre correspondant disait simplement : dans le domaine de la littérature et de l'art, nous ne voulons aucune tutelle de la part des « trotskistes », pas plus que de la part des stalinistes. Cette revendication serait, au fond, absolument juste. On peut seulement répliquer que la lancer contre ceux qu'on appelle les « trotskistes », ce serait enfoncer une porte ouverte. La base idéologique de la lutte entre la Quatrième Internationale et la Troisième, c'est la profonde contradiction dans la compréhension non seulement des tâches du parti, mais en général de toute la vie matérielle et spirituelle de l'humanité.

La crise actuelle de la civilisation est avant tout la crise de la direction révolutionnaire. Le stalinisme est dans cette crise le plus grand facteur de réaction. Sans un nouveau drapeau et un nouveau programme, il est impossible de créer une base de masse révolutionnaire ; il est impossible par conséquent de tirer la société de l'impasse. Mais un parti véritablement révolutionnaire ne peut ni ne veut se donner pour tâche de « diriger » et encore moins de commander l'art ni avant ni après la conquête du pouvoir. Une telle prétention ne pouvait venir qu'à la tête d'une bureaucratie ignorante et impudente, enivrée de sa toute-puissance, et devenue l'antithèse de la révolution prolétarienne. L'art, tout comme la science, non seulement ne recherche pas le commandement, mais, par son essence même, ne le tolère pas. La création artistique à ses lois — même lorsqu'elle sert consciemment un mouvement social. La véritable création spirituelle est incompatible avec le mensonge, la fausseté et l'esprit d'adaptation. L'art ne peut devenir un grand allié de la révolution que dans la mesure où il reste fidèle à lui-même. Les poètes, les peintres, les sculpteurs, les musiciens trouveront eux-mêmes leurs voies et leurs méthodes, si le mouvement émancipateur des classes et des peuples opprimés dissipe les nuées du scepticisme et du pessimisme qui couvrent actuellement l'horizon de l'humanité. La première condition de cette régénération est le renversement de la tutelle étouffante de la bureaucratie du Kremlin.

Je souhaite à votre revue de trouver place dans l'armée victorieuse du socialisme, et non dans un camp de concentration.

Léon TROTSKY.

18 juin 1938.

Encore sur la répression de Kronstadt

Dans mon récent article sur « Kronstadt », j'ai essayé de poser la question sur un plan politique. Mais beaucoup de gens sont intéressés par le problème des « responsabilités » personnelles. Souvarine, qui, d'un marxiste indolent est devenu un calomniateur excité, déclare dans son livre sur Staline que dans mon autobiographie je me suis tu consciemment sur la rébellion de Kronstadt ; il y a des exploits, dit-il ironiquement, dont on ne se vante pas. Ciliga, dans son livre *Au pays du grand mensonge*, rapporte que dans la répression de Kronstadt, « plus de dix mille marins » furent tués par moi (je doute que toute la flotte de la Baltique en ait compté tant à cette époque). D'autres critiques s'expriment ainsi : oui, objectivement la rébellion eut un caractère contre-révolutionnaire, mais pourquoi Trotsky a-t-il usé d'une répression aussi impitoyable dans la pacification (et...) qui suivit ?

Je n'ai jamais parlé de cette question. Non que j'aie quoi que ce soit à cacher, mais, au contraire, précisément parce que je n'avais rien à dire. La vérité sur cette question est que personnellement je n'ai participé en rien à l'écrasement de la rébellion de Kronstadt, ni aux répressions qui suivirent l'écrasement. A mes yeux, ce fait réel n'a aucune signification politique. J'étais membre du Gouvernement, je considérais la liquidation de la révolte nécessaire et porte par conséquent la responsabilité de sa suppression. Jusqu'à présent, je n'ai répondu à la critique que dans ces limites. Mais lorsque les moralistes commencent à m'attaquer personnellement, m'accusant de cruauté excessive non nécessaire par les circonstances, je considère que j'ai le droit de dire : « Messieurs les moralistes, vous mentez un peu ».

La rébellion éclata durant mon séjour dans l'Oural. De l'Oural, je me rendis directement à Moscou pour le 16^e Congrès du Parti. La décision de supprimer la révolte par la force militaire, si la forteresse ne pouvait pas être amenée à se rendre, d'abord par des négociations de paix, puis par un ultimatum — cette décision générale fut adoptée avec ma participation directe. Mais, après que la décision fut prise, je continuai à rester à Moscou et ne pris aucune part, ni directe ni indirecte, aux opérations militaires. Quant aux répressions consécutives, elles furent complètement l'affaire de la Tchéka.

Comment se fit-il que je n'allai pas personnellement à Kronstadt ? La raison était de nature politique. La révolte éclata pendant la discussion sur la soi-disant question « syndicale ».

Le travail politique à Kronstadt était entièrement entre les mains du Comité de Pétrograd, dirigé par Zinoviev. Le même Zinoviev était le dirigeant principal, le plus infatigable et passionné dans la lutte

contre moi dans la discussion. Avant mon départ pour l'Oural, j'étais à Pétrograd où j'avais parlé dans un meeting des marins communistes. L'esprit général de la réunion m'avait produit une impression extrêmement défavorable. Des marins élégants et bien habillés, communistes de nom seulement, produisaient l'impression de parasites, comparés aux ouvriers et soldats de l'Armée Rouge à cette époque. Le Comité de Pétrograd menait la campagne d'une façon tout à fait démagogique. Le personnel dirigeant de la flotte était isolé et terrifié. La résolution de Zinoviev reçut probablement 90 % des voix. Je me rappelle avoir dit à Zinoviev à cette occasion : « Tout va très bien ici, jusqu'à ce que cela aille très mal ». Par la suite, Zinoviev vint avec moi dans l'Oural, où il reçut un message urgent disant qu'à Kronstadt les choses tournaient « très mal ». L'immense majorité des marins « communistes » qui défendaient la résolution de Zinoviev prit part à la rébellion. Je considérais, et le Bureau Politique ne fit pas d'objections, que les négociations avec les marins, et, en cas de nécessité, leur pacification, devaient être menées par les dirigeants qui hier encore avaient toute la confiance politique des marins. Autrement, les kronstadtienais pourraient considérer l'affaire comme si je venais prendre une « revanche » sur eux pour leur vote contre moi pendant la discussion du parti.

Justes ou non, ce sont en tout cas ces considérations qui déterminèrent mon attitude. Je restai complètement et démonstrativement à l'écart de cette affaire. Concernant la répression, autant que je me souviens, Djerzinski en eut la charge personnelle et Djerzinski ne pouvait tolérer l'immixtion de personne dans ses fonctions (et à juste titre).

Je ne sais pas s'il y eut des victimes inutiles. Sur ce point, je crois Djerzinski plutôt que ses critiques tardées. Par manque de données, je ne peux pas préciser aujourd'hui, a posteriori, qui a été puni et comment. Les conclusions de Victor-Serge sur ce point — de troisième main — n'ont pas de valeur à mes yeux. Mais je suis prêt à reconnaître que la guerre civile n'est pas une école d'humanité. Les idéalistes et les pacifistes accusent toujours la révolution de commettre des « excès ». Mais le point capital est que les « excès » découlent de la nature même de la révolution, qui en elle-même n'est qu'un « excès » de l'histoire. Celui qui le désire peut rejeter sur cette base (dans de petits articles), la révolution en général. Je ne la rejette pas. Dans ce sens, je prends la pleine et entière responsabilité pour la suppression de la révolte de Kronstadt.

L. TROTSKY.

6 juillet 1938.

DANS L'INTERNATIONALE

POLOGNE

Sur la dissolution du Parti Communiste Polonais

L'Internationale Communiste a officiellement dissout le Parti Communiste de Pologne sans le reconstituer. L'I.C. a déclaré que tout groupe qui prétendrait reconstituer le Parti Communiste devrait être considéré comme une agence de l'Etat-Major Polonais. Nous publions ci-dessous le texte du tract qui vient de diffuser nos camarades de Pologne à ce sujet :

A tous les membres de l'ancien Parti communiste de Pologne !

A tous les membres de l'ancienne Jeunesse communiste de Pologne !

Sur l'ordre de Staline, Yéjov et Litvinov, l'Internationale Communiste vient de dissoudre le Parti communiste et la J.C. La dissolution formelle du P.C. fut précédée d'une défaite totale de l'Etat-Major du parti ancien et récent. Warski, Kostrzewa, Walecki, le camarade Dobshi, la camarade Sophie Unschlicht, Krolinowski, Lenski, Henrikowski, Bronkowski et beaucoup d'autres militants du P.C.P. sont fusillés, assassinés et torturés dans les prisons du Guepéou, tous accusés de la terrible accusation de trahison et d'espionnage. A présent, cette vile accusation est étendue à tout le PC, à toute la J.C. Le mouvement communiste de Pologne pendant 20 ans n'aurait été que l'agence de la Sûreté et de la deuxième section de l'Etat-Major (section d'espionnage). Tel est le verdict prononcé par le bourreau du Kremlin.

Vil mensonge ! Le PC de Pologne, sorti de l'Unification de la Social-démocratie du royaume polonais et de Lithuanie avec le parti socialiste polonais de gauche, fut au cours de plusieurs années — à l'époque légaliste de P.C. — l'avant garde héroïque de notre ancien parti. Abstraction faite de divergence qui nous séparaient de Warski et de Kostrzewa, nous rendons l'hommage dû à des militants méritants de la cause prolétarienne en Pologne. Les vues et les positions des camarades Dobshi et Unschlicht dans leur dernière période nous étaient mal connues, mais nous savons exactement qu'ils furent assassinés par les sbires stalinien à cause de leur fidélité à la révolution prolétarienne. Pendant des années nous avons combattu les friponneries et les crimes des Lenski et des Henrikowski. Mais nous savons exactement que les derniers chefs du PCP étaient des instruments de Staline et non pas ceux de la Sûreté.

C'est sur l'ordre de Staline que le CC du PCP « avec Lenski à sa tête » a suivi la politique de l'aventurisme ultra gauchiste pendant les années 1929-1935, pour passer ensuite, sur l'ordre du même Staline, à la politique ultra droite du Front populaire. Et lorsque le PC s'est mis à employer les plus lâches méthodes de la provocation policière en dénonçant les trotskistes par leur nom, il l'a fait, cela aussi, sur l'ordre

de Staline et non sur celui de la Sûreté. Mais même la fidélité la plus acharnée au Chef, non plus que les « succès » dans la lutte contre le trotskysme n'ont servi à rien. Au moment où le PCP est devenu inutile, Staline supprime sa direction et disperse le parti aux quatre vents.

Camarades ! Surpris et stupéfiés comme vous l'êtes, vous cherchez en vain l'explication de ce fait incompréhensible de la dissolution de votre parti. Cependant, ce fait ne présente aucune énigme aux yeux de ceux qui osent regarder la vérité en face. La suppression du PC est un nouveau maillon dans la chaîne des crimes stalinien ; c'est un nouveau pas en avant de la contre-révolution thermidorienne, qui détruit par le fer et par le feu la vieille génération révolutionnaire — et pas seulement celle de Russie.

La bureaucratie soviétique a subordonné il y a longtemps l'Internationale Communiste aux besoins de sa politique extérieure. Staline a poussé le parti communiste français dans les bras de la bourgeoisie « radicale » pour se procurer les faveurs de la bourgeoisie française. Staline n'a pas hésité à mettre le parti communiste polonais au « garde à vous » devant Rydz Smigly dans l'espoir d'obtenir un changement de la politique extérieure polonaise. Mais les « éléments décisifs » de la bourgeoisie polonaise ont repoussé les offres de Moscou. Le PCP a fait tout ce qui lui était possible afin de reconstruire un front des alliés « démocratiques » de la Guepéou. Tous les efforts échouèrent. Le PCP s'avoua incapable — et ce n'était pas de sa faute — de jouer le rôle d'un pont entre le Kremlin et l'Inspection Générale de l'Armée (Rydz Smigly). C'est pourquoi il devint un lest inutile aux yeux de Staline et Litvinov.

Staline a dissout le PCP pour convaincre définitivement la bourgeoisie polonaise que la bureaucratie soviétique a renoncé à tous les « rêves » révolutionnaires ; que l'URSS thermidorienne ne songe pas à la révolution mondiale ; que Staline n'est pas Trotsky ; que Beck doit trouver sans tarder un langage commun avec Litvinov.

Camarades ! Le PCP qui vient de tomber victime d'une basse calomnie et d'un crime misérable a depuis longtemps cessé d'être un parti communiste véritable, c'est-à-dire au sens révolutionnaire de ce mot. Mais cette vérité n'a pénétré que dans des milieux ouvriers restreints. Des dizaines de milliers d'ouvriers polonais considéraient le PC jusqu'à ces temps derniers comme le représentant du bolchevisme, la personnification de la révolution prolétarienne. Les membres du PC acceptaient sans opposition l'opportunisme le plus monstrueux, croyant contribuer ainsi à la cause de la révolution. Est-il possible que l'attentat de Staline contre le PC ne dévoile pas aux yeux des ouvriers communistes le fond contre-révolutionnaire du stalinisme ?

Camarades ! Le PC ne vit plus et personne n'est en état de le ressusciter. Tout effort pour faire revivre le PC stalinien serait d'ailleurs une entreprise réactionnaire. Les partis socialistes réclameraient bientôt l'héritage abandonné par le PC. Il faut chasser ces messieurs-là ! Pas plus d'espoir dans le réformisme que dans le stalinisme ! Pour qu'il puisse vaincre, il

faut au prolétariat polonais un parti révolutionnaire, bolchevik, un parti de la Quatrième Internationale naissante.

Nous, bolcheviks-léninistes, nous bâtissons, depuis sept ans une organisation révolutionnaire en Pologne, les cadres du nouveau parti prolétarien. Nous sommes les héritiers des splendides traditions marxistes de la social-démocratie polonaise de gauche, le parti de Rosa Luxembourg et de Léo Tychko, et du passé héroïque du PGP. Nous, trotskystes, nous sommes en Pologne et dans le monde entier, les seuls représentants du communisme léniniste. Notre programme, c'est le programme du bolchevisme. Notre drapeau, c'est le drapeau d'Octobre. Sous ce drapeau-là nous vous appelons, camarades !

Le vieux PCP est mort ! Vive le Nouveau Parti Communiste de Pologne ! Vive la Quatrième Internationale !

Bolcheviks-léninistes de Pologne.

Varsovie, juillet 1938.

BELGIQUE

Le deuxième Congrès National du Parti Socialiste Révolutionnaire

Nous publions ci-dessous le compte rendu du Congrès National du P.S.R. qui s'est tenu en juillet en Belgique. C'est le texte qui fut publié dans les numéros 32 et 33 de La Lutte ouvrière belge.

Bruxelles, 15 et 16 juillet 38)

L'ordre du jour comportait l'examen du rapport moral (lequel soulevait notamment notre position sur la question syndicale, nos rapports avec le Révolutionnaire Socialiste Partij de Hollande et notre position sur les événements d'Espagne) ; la question des élections communales ; le problème des J.S.R. ; celui du Fonds de Solidarité Internationale ; la démission de Vereecken ; la position du P.S.R. envers la IV^e Internationale et, enfin, la nomination de la nouvelle direction du parti.

Le samedi matin, fonctionna une Commission d'organisation qui délimita l'ordre du jour définitif, eut une première discussion sur le cas de Vereecken et examina la situation financière de l'organisation. De cet examen, il résulte que les difficultés connues dans le passé en ce qui concerne *La Lutte ouvrière* sont moins grandes qu'autrefois. Le journal a une situation financière positive, le malheur est que, par contre, l'organisation du Parti qui connaît souvent de grosses difficultés ne peut les surmonter que grâce aux bénéfices réalisés par le journal. Sur le plan de la rentrée des fonds de la vente de *La Lutte ouvrière*, étant données certaines difficultés connues par le passé, il a été souhaité que, pour le Borinage, notamment, un responsable soit désigné pour centraliser la récolte des fonds, ce qui permettrait un contrôle plus direct et éviterait les arriérés et les comptes tardifs qu'entraîne le système actuel.

C'est le samedi après-midi que commencent réellement les travaux du Congrès. Presque tous les délégués sont déjà arrivés — quelques-uns viendront seu-

lement le lendemain — et les régions suivantes sont représentées : Anvers, Bruxelles, Borinage, Centre, Charleroi, Gand, Liège et Verviers. Seuls les camarades de Mouseron, par suite d'une erreur du secrétariat administratif, ne seront pas représentés.

Rapport Moral

Ce rapport, dressé par le Camarade Vereecken, n'est pas le reflet et le bilan de l'activité générale du Parti, mais examine surtout les questions litigieuses qui se sont présentées l'année écoulée. C'est pourquoi le Congrès décide de l'examiner point par point, étant donné que la plupart des questions y soulevées doivent être touchées. Toutefois, en ce qui concerne le préambule de ce rapport qui, selon Vereecken, indique que la fusion de divers groupements qui constituèrent le P.S.R. fut établie sur une base insuffisamment claire, le Congrès dans sa grosse majorité, estime que seule l'attitude de la tendance Vereecken — déjà dès avant la fondation du P.S.R. : refus de collaborer avec « l'Action Socialiste Révolutionnaire » aux dernières élections législatives — fut l'élément essentiellement négatif de la vie du P.S.R. jusqu'à ce jour.

Question syndicale

On sait que, au dernier Congrès du P.S.R., les camarades borains emportèrent la majorité pour procéder à la fondation de nouvelles organisations syndicales, nécessitées par les exclusions et l'attitude scissionniste des dirigeants réformistes des Centrales Syndicales. La minorité estimait, elle, qu'il ne fallait à aucun prix s'engager dans cette voie et uniquement grouper les camarades qui s'étaient vu exclure des syndicats pour leur activité révolutionnaire.

Après une année d'existence, et tenant compte de l'existence dans le Borinage notamment d'une nouvelle Centrale Syndicale, le Congrès fut unanime à marquer la nécessité de travailler et de lutter pour l'Unité Syndicale. (Déjà on sait, voir collection *Lutte ouvrière*, que certains pas furent entrepris dans ce sens par la Centrale Indépendante Unitaire).

Cependant, sur la question de l'attitude passée, les opinions ont peu évolué. Et aux critiques des camarades qui les accusent d'avoir, par leur attitude, contribué à la fondation de la C.L.U., les camarades borains rétorquent qu'une tout autre attitude à cette époque eût été incomprise des travailleurs révolutionnaires et aurait causé un tort énorme au P.S.R. dans le Borinage.

En ce qui concerne l'attitude prise, deux ordres du jour sont finalement présentés. Celui de la Fédération Boraine remporte une faible majorité sur celui présenté par la Fédération de Charleroi :

Résolutions sur la question syndicale

Résolution de la Fédération Boraine

1. — La Fédération Boraine considère qu'elle n'a pas commis d'erreur dans cette question.

Déclare être d'accord pour travailler à la refonte de l'unité syndicale avec liberté politique pleine et entière.

Repusse catégoriquement l'ordre du jour de Liège. Adopté par 15 voix contre 13 et une abstention.

Résolution de Charleroi

2. — Le Congrès après avoir discuté de la question syndicale, réaffirme son attachement à l'unité syn-

dicale et sa volonté de combattre de toutes ses forces toute manifestation d'esprit scissionniste syndical qui se manifesterait dans ses rangs.

Continue à se déclarer en désaccord avec la politique scissionniste qui, à un moment donné, a vu le jour en son sein, surtout au Borinage.

Constate que depuis, ce grave danger qui exista dans cette région lors de l'exclusion bureaucratique de nombreux militants du P.S.R. des Centrales réformistes et lors de la formation de nouveaux syndicats, s'est atténué du fait que les camarades responsables du PSR qui ont cédé au courant divisionniste, ont sur la base de l'expérience reprise le travail d'orientation de la C.L.U. vers la reconstruction de l'Unité syndicale par la réintégration dans les Centrales.

Le Congrès donne pour tâche au Parti d'œuvrer pour mettre fin aussi rapidement que possible à la scission syndicale dans le Borinage. A cette fin, il indique que la tâche des exclus est de se montrer dans les entreprises et partout, les plus ardents défenseurs des intérêts des masses ouvrières, et de mener ce travail en se marquant les plus chauds partisans de l'unité syndicale brisée par les manœuvres divisionnistes syndicales des chefs réformistes.

Elections Van Zeeland

(11 avril 1937)

On sait qu'à cette époque, notre Parti a estimé devoir appeler les travailleurs de la capitale à s'opposer à Degrelle en votant Van Zeeland, tout en caractérisant ce dernier non pas, comme le firent les social-démocrates et les stalinien, comme le champion de la démocratie contre le fascisme, mais bien comme un Dolfuss noyant la démocratie dans un bénitier. Si notre Parti prit cette attitude, c'est tenant compte du fait que, devant la carence des réformistes et stalinien, notre faiblesse organique et d'influence ne nous permettait pas de présenter une candidature ouvrière qui eut pu nettement s'affirmer et contre Degrelle et contre Van Zeeland.

Cette position fut longuement discutée et critiquée. Tant dans notre organisation nationale que dans notre organisation internationale, et le Secrétariat International ainsi que notre camarade Trotsky ne se firent pas faute de condamner énergiquement cette position, affirmant que nulle excuse ne pouvait effacer le fait que, dans ces circonstances, notre Parti, selon eux, fut à la remorque du Front Populaire qui se forma autour de Van Zeeland.

Sur cette question aussi, le Congrès a marqué que les uns et les autres restent fondamentalement sur leurs positions. A tel point que pas une des résolutions présentées n'a emporté de majorité.



Les élections communales

Le P.S.R. va-t-il participer oui ou non aux prochaines élections communales ? A cette question, seule une minorité de camarades répond négativement, — cependant qu'elle admet la participation aux élections législatives. Les camarades qui, sur ce terrain, combattent la participation du P.S.R. invoquent surtout le fait de la dégénérescence qu'elle peut entraîner pour notre parti, sans négliger une dépense d'énergie disproportionnée avec les résultats que nous pouvons escompter.

Cependant, une très forte majorité se marque immédiatement pour notre participation. Elle répond point par point aux arguments de la minorité faisant

notamment ressortir l'illogisme qui consiste à accepter la participation électorale sur le terrain législatif et à la rejeter sur le terrain communal, et affirment que la dégénérescence est bien plus à craindre de ceux qui représenteraient notre parti au Parlement que de nos mandataires communaux, étant donné que ceux-ci seront surtout des travailleurs de la base du parti.

Notre participation aux élections communales n'est, au fond, qu'un chalnon de notre activité révolutionnaire quotidienne et qui revêt son importance surtout là où notre parti possède une liaison véritable avec les masses ouvrières. A l'heure actuelle, partout où notre Parti en a la possibilité il se doit de s'affirmer devant les travailleurs et ceux d'avant-garde, non seulement contre les partis avérés de la bourgeoisie et du capital mais aussi contre ceux qui, dans la classe ouvrière prennent le rôle de traitres et d'hypocrites : les social-démocrates et stalinien.

Cependant, là où il ne nous sera pas possible de présenter de candidats, nous appellerons nos camarades, nos sympathisants et les travailleurs à voter sur la liste du P.O.B., afin de pouvoir malgré tout s'affirmer contre la bourgeoisie et la réaction et aussi contre ceux qui représentent la syphilis du mouvement ouvrier : les stalinien.

La démission de Vereecken

Cette question ouvre la séance du Congrès du dimanche 16 juillet. Notre Congrès, bien que les opinions fussent faites sans retour possible et bien que Vereecken avait présenté depuis quelque trois semaines déjà sa démission, décida — dans sa séance de la veille — de permettre au démissionnaire de se présenter devant l'assemblée des délégués, lui donnant une heure de parole afin de défendre sa thèse.

Nous reviendrons plus longuement sur cette question, étant donné que nous y avons consacré, il y a trois semaines, un article spécial.

La démission de Vereecken n'était au fond que l'aboutissement logique de ses positions et conceptions sectaires en certain cas, opportunistes en d'autres. Il semble, si l'on peut faire un bilan de l'activité de Vereecken, que celle-ci a surtout contribué à alourdir ou empoisonner l'atmosphère du parti et de ses discussions sur les questions nationales et surtout internationales. Vereecken, nous l'avons dit dernièrement, était égaré à tel point qu'il s'était mis à la remorque de ceux qui, comme Sulliviet en Hollande, en sont à préconiser une Quatrième Internationale sans Trotsky et les « trotskystes ». C'est-à-dire, en fait, sans les véritables partisans de la IV^e Internationale.

Notre parti, dans sa très grosse majorité, avait sagement réagi contre cette attitude. Et c'est pourquoi, sentant se perdre la confiance des camarades, Vereecken avait donné sa démission non seulement de secrétaire du parti mais même de membre. Personne ne croyait que Vereecken reviendrait sur cette démission. Aucune tentative d'ailleurs ne fut faite dans ce sens : avec l'état d'esprit qui le rongé, il n'est même pas capable de travailler pour le parti.

Or, précisément, travailler, voilà ce qui incombe au P.S.R. La discussion a du bon, certes, pour autant qu'elle ne soit pas oiseuse et pour autant, surtout, qu'elle n'empêche pas la vie et la lutte de se poursuivre.

C'est là somme toute ce que notre Congrès a affirmé en opposant, aux tentatives stériles de Vereecken, sa ferme volonté de continuer de l'avant, avec et sous le drapeau de la IV^e Internationale.

Et c'est, sous cette impression finale, que le Congrès

fut levé, après que la nouvelle direction du Parti au été élue.

Signalons qu'à ce Congrès a participé un membre du Secrétariat International de la IV^e Internationale.

Qu'une résolution télégraphique a été envoyée à l'Ambassadeur d'Espagne, protestant contre le procès criminel intenté aux dirigeants et militants du P.O. U.M.

Que dans peu de temps se réunira le Comité Central de notre parti qui aura à examiner les tâches pratiques découlant du Congrès.

U. R. S. S.

Assassinats de Communistes Etrangers

Nous reproduisons ci-dessous une chronique parue dans le Bulletin de l'opposition russe (Mai-Juin).

1. — POLOGNE

Les arrestations et fusillades de communistes polonais commencèrent en 1933, après que plusieurs communistes d'Ukraine et de Russie Blanche aient déjà été arrêtés et exécutés. Même avant les arrestations de masses en 1920, l'I. C., aidée par la Guépéou, « arbitra » la controverse entre le groupe droitier du Comité Central du Parti Communiste polonais (Warski, Kostrzeva et autres) et le groupe de gauche (Lenaki), en envoyant la majorité des droitiers en exil. Le groupe de Lenaki — partisans de la ligue générale — resta à la direction jusqu'à la fin de 1937.

En 1933, les arrestations commencèrent parmi le groupe des droitiers, et, en 1938, on fit des arrestations dans le groupe de Lenaki. Les droitiers étaient accusés d'avoir aidé les agents de Pilsudski à faire leur chemin à la direction du parti, et d'avoir maintenu des contacts avec les éléments nationalistes de l'Ukraine polonaise et de la Russie blanche, et d'avoir soutenu Trotsky en 1923-24.

On commença par l'exécution de Zarski et de sa femme, Matseyevskala. Zarski était membre du parti depuis 1920 (auparavant il avait été membre de l'aile gauche du Parti Socialiste Polonais); il participa à la direction du parti et fut élu du P. C. au Sjem. Ils « avouèrent » tous deux qu'en 1919, ils étaient arrivés à la direction du parti sur les instructions du système de contre-espionnage polonais et du P. O. V. (Organisation militaire polonaise de Pilsudski). Avec eux, Sokhatsky, Bratkowski, député communiste au Sjem, et Voyevoudski, leader du mouvement paysan révolutionnaire de Pologne, qui avait rejoint le parti. Ils avouèrent tous aussi qu'ils avaient donné de fausses informations au P. C. polonais sur les relations intérieures dans le camp de Pilsudski, ce qui entraîna le P. C. polonais à soutenir le coup d'état de Pilsudski en 1926. (Il faut se rappeler que Trotsky s'opposa catégoriquement à cette tactique.)

En même temps furent arrêtés les membres suivants du Comité Central : Klonovitch, Khrostel, Youlski-Bukshorn. Ils furent tous exécutés en 1934.

La même année ils tuèrent Vandursky, poète, partisan de l'art prolétarien en Pologne, et ancien diri-

geant du théâtre polonais de Kiev, et Techner (Anton Werner), membre du C. C. de la Jeunesse Communiste polonaise. Ils furent exécutés tous deux en liaison avec l'affaire Sokhatsky, pour espionnage.

Ils furent tous « démasqués » par Lenaki et son groupe. Après leur exécution, la presse du Parti Polonais était remplie d'articles sur les « provocateurs » « démasqués » et sur les plans merveilleux pour l'avenir, maintenant que « l'atmosphère a été purifiée ». Staline, cependant, n'a pas été rassasié avec ces victimes. De nouvelles ont été nécessaires — et ce fut le tour de Lenaki et de son groupe.

Cela commença avec l'arrestation (et l'exécution ?) de l'écrivain connu Bruno Jazlenski, auteur des romans « Je brûle Paris » et « L'homme qui a changé de peau », qui firent sensation. Il fut aussi accusé de complot avec l'instrument de Jagoda, Averbach, et « l'espion polonais » Douraky, ancien membre du C. C. du P. C. polonais, exilé depuis plusieurs années. Plus tard, furent arrêtés (et tués ?) : Lensky (le « Staline polonais »), secrétaire général du C. C., Albert Harkowski, membre connu de l'Internationale des Syndicats Rouges, et Broukowski. Parmi les anciens collaborateurs de Warski et de Kostrzeva, furent arrêtés pendant les récentes épurations : Valetsid (Harovitz), Lapinski, membre éminent de l'ambassade à Berlin, puis chef du département étranger des « Izvestia », et Unschlicht.

2. — ALLEMAGNE

Après la prise du pouvoir par les nazis, beaucoup de communistes allemands éminents s'enfuirent en U.R.S.S., ou un sort pire qu'en Allemagne les attendait. En 1934, commencèrent des arrestations et exécutions parmi les émigrés allemands en U.R.S.S. Nous donnons une liste, bien incomplète, des victimes de la terreur stalinienne.

Herman Kupferstein, et sa femme quittèrent Paris pour Moscou en 1935. Il avait été un membre important de la Ligue des Combattants du Front Rouge. En 1932, il avait tué deux officiers sur la Bulowplatz à Berlin.

A Paris, il était l'un des dirigeants des émigrés allemands. Il fut tué à Moscou comme agent de la Gestapo. Après sa mort, la Guépéou lança des bruits sur le fait que 2.000 livres sterling avaient été trouvées en sa possession durant le raid.

Ernest Ottwald. — Quitta les rangs nazis en 1927 pour le parti communiste. Joua un rôle éminent dans la Ligue des Ecrivains Proletariens. Auteur d'une série de romans démasquant le national-socialisme. Après l'accession d'Hitler au pouvoir, il vécut à Prague. Il se rendit en U.R.S.S. en 1936 avec sa femme, où ils furent arrêtés tous deux comme agents de la Gestapo.

Gunther, autre membre de la Ligue des Ecrivains Proletariens. Arrêté à Moscou sous l'inculpation d'espionnage.

Les membres suivants du Comité Central du P. C. allemand ont été arrêtés et tués comme espions : Heinz Neumann, Herman Remmele, et Schubert, député au Landtag.

Werner Hirsch. — Journaliste bourgeois qui adhéra au P. C. en 1924 et fut l'instrument complet de Thaelmann, depuis ce moment. Après la prise du pouvoir par Hitler, Hirsch fut arrêté mais rapidement relâché. Lors d'une de ses réunions conspiratives avec Thael-

mann, ils furent tous deux arrêtés. Hirsch fut envoyé dans un camp de concentration. Vu les liaisons influentes de sa mère, il fut libéré en 1935 et s'enfuit en U.R.S.S., où il fut arrêté comme agent de la Gestapo et organisateur de l'arrestation de Thaelmann. Il fut exécuté en 1937. Sa femme était employée au Bureau de Paris de l'Agence Tass. Elle le quitta en 1936 et vit actuellement avec son enfant dans le Sud de la France.

En 1937, furent exécutés : Ziskind, ancien éditeur de la Rote Fahne à Berlin; Nicolas Birkenhauer, ancien éditeur du Ruhr Echo, en 1933-34, secrétaire du Bureau Politique du P. C. allemand à Paris et ensuite, après le 7^e Congrès Mondial de l'I. C., dirigeant du

LES LIVRES

« NAISSANCE DU FASCISME »

L'ITALIE DE 1918 A 1922,

par A. ROSSI (N. R. F.)

L'auteur de ce livre, A. Rossi, se propose « d'expliquer », c'est-à-dire, reconstituer avec la plus grande approximation possible, le drame social, qui le 29 octobre 1922, aboutit à l'avènement du fascisme italien au pouvoir.

Pour ce faire, A. Rossi commence son étude en prenant l'Italie au moment où l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie traversa l'Europe comme un éclair en la précipitant dans l'effroyable carnage impérialiste de 1914-1918. A ce moment, l'Italie se trouvait en pleine crise politique et sociale. A peine sortie de la guerre de Libye, elle était traversée par une agitation profonde, dont le moment culminant fut la « Semaine Rouge » d'Ancône, qualifiée par Rossi de « révolte anarchiste », mais qui a été, en réalité, une explosion grandiose du grave mécontentement qui depuis des années étreignait les masses travailleuses de la Péninsule, à cause, surtout, de la corruption des classes dirigeantes italiennes et de leur impuissance à résoudre les problèmes posés par l'histoire. La « Semaine Rouge », pendant laquelle le prolétariat de la province d'Ancône et des Romagnes laissa plus de cent de ses fils sur le pavé, fut le tocsin indiquant que l'Italie était vraiment imprégnée de Révolution.

Mussolini, alors directeur de l'organe central du Parti Socialiste Italien, l'Avanti!, exalta dans des articles enflammés le mouvement, tandis que les chefs réformistes, du Parti et de la C.G.T., le désavouèrent et le dénigrèrent.

Puis c'est la guerre mondiale. Mussolini est d'accord, ainsi que tout le Parti Socialiste, farouchement « neutraliste ». Il dénonce les vrais buts impérialistes de la guerre; il se moque de la « farce sentimentale » échafaudée autour de la « Belgique martyre », et il invite le prolétariat à ne pas tomber dans le filet que lui tendent les compères réactionnaires et démocratiques pour l'entraîner dans le massacre pour leurs louches intérêts de classe. Mais à l'improviste, illuminé par les sacs d'or qui, par Marcel Cachin, lui sont envoyés par l'Ambassade de France, il retourne

Comité de Paris pour la défense de Thaelmann.

Dans l'été de 1937, Kurt Sauerland, ancien éditeur du Roter Aufbau, à Berlin, fut arrêté à Moscou. Depuis 1936, ont été arrêtés : le physicien autrichien Gerber, ancien collaborateur de l'organe théorique central du P. C. allemand; Baross, ancien éditeur de la Correspondance Internationale puis du Rundschau, fameux par ses correspondances sur l'U.R.S.S. et ses louanges à Staline et le professeur Halle, membre éminent du P. C. allemand.

A la fin de mai 1937, on exécuta à Moscou Rudolf Haus (Hauschild), spécialiste des questions militaires dans le P. C. allemand, dont les articles paraissaient dans la Pravda et les Izvestia. Il « avoua » avoir espionné pour la Reichswehr.

sa veste, passe dans le camp des « interventionnistes », fonde le « Popolo d'Italia », constitue les « Faisceaux d'action révolutionnaire » et se lance dans une campagne éhémère qui réussit par l'action de rue, à entraîner l'Italie dans le conflit.

C'est dans ces « Faisceaux d'action révolutionnaire » qu'on doit situer l'origine du mouvement qui, avec des transformations successives, deviendra le Fascisme sous le joug duquel les travailleurs plient encore aujourd'hui.

La guerre n'a résolu aucun des problèmes devant lesquels l'Italie se trouvait déjà quatre ans auparavant. Elle les a tous aggravés, en y ajoutant d'autres encore plus graves et plus épineux. Faisant partie du Bloc des Etats vainqueurs, l'Italie a été trouvée, en réalité, dans la situation d'un Etat presque vaincu. Dans le partage du butin impérialiste, le brigand italien s'est vu, en quelque sorte, spolié par ses compagnons de route, les brigands de l'impérialisme anglo-franco-américain. Au mécontentement des masses travailleuses qui avaient fait la guerre pour le compte de leurs exploiters, et dont aucune des promesses qui leurs avaient été faites pour les maintenir au front, n'avait été maintenue, s'ajoute donc le mécontentement des « responsables » du carnage qui, eux aussi s'aperçoivent qu'ils ont été les dupes du « Roi de Prusse ». La tension politique en Italie devient énorme. C'est un formidable volcan dont la lave jaillit par toutes les fissures de la société italienne. Toutes les classes sont en ébullition. Les ouvriers et les salariés agricoles se lancent, au cours des années 1919-1920, dans des grèves presque à jet continu, poussés à cela, non seulement par un état d'esprit qui voulait « changer le monde », suivant l'exemple de leurs frères russes qui, en 1917, avaient conquis le pouvoir, mais aussi par la nécessité de défendre leurs conditions immédiates d'existence, empiétant dans le marasme général et par la montée du coût de la vie.

Les « victoires » les entraînent; les échecs les trempent. Les étapes de cette agitation débordante, profonde et spontanée sont données : par le refus de départ des troupes envoyées en Albanie, refus qui marque tout le degré de désagrégation de l'armée italienne et l'état d'esprit révolutionnaire qui régnait parmi les troupes; par le vaste mouvement contre la cherté de la vie, mouvement qui en quelques jours embrassa, du Nord au Sud, toute l'Italie et au cours duquel des rabais jusqu'à 50 % furent imposés sur tous les prix pratiqués à la vente. La puissance de ce mouvement a été telle, que presque partout, les commerçants se présentèrent aux Bourses du Travail et aux sections syndicales pour leur confier les clefs de

leurs négociations. Les soldats fraternisaient avec les foules en les aidant dans leur action contre les « spéculateurs » et en leur offrant des armes. Vient ensuite la « Grève d'avril » 1920, à Turin. Grève provoquée par le patronat sous prétexte d'introduire « l'heure légale », mais en réalité pour tenter d'en finir avec les « Conseils d'usine » qui, surtout dans cette ville, avaient pris un sérieux développement. Et enfin on a les occupations des usines au mois de septembre 1920, occupation qui ne se limita pas aux danses et aux jeux de belotte comme en France en 1936, mais constitua une remarquable tentative de mettre effectivement la main sur l'appareil de production.

De leur côté, les salariés agricoles marchaient sans hésitation sur le même chemin tracé par leurs frères, les ouvriers des villes. Dans toutes les provinces d'Italie, ils réussirent à imposer des contrats de travail et complétèrent leur mouvement revendicatif des grèves par des tentatives et aussi par d'effectives occupations des terres. Les couches moyennes suivaient, surtout au commencement, avec sympathie l'irrépressible mouvement.

De l'autre côté de la barricade, mais avec des caractères complexes qui auraient pu, dans une grande mesure être utilisés, même directement, par le prolétariat, on a eu le mouvement des « Legionnaires fiumains » (1 « Legionari fiumani ») dont le chef était d'Annunzio et dont l'exploit principal a été l'occupation de la petite ville frontalière de Fiume pour l'incorporer à l'Italie. Et on a eu la naissance et le développement... du fascisme.

Il nous est impossible de résumer, ici, toutes les vicissitudes à travers lesquelles le mouvement fasciste a réussi à s'affermir jusqu'à s'emparer du pouvoir. Le livre de Rossi étaye avec une abondance remarquable les diverses phases de cette montée rapide, foudroyante. Mais à notre avis, il passe toujours à côté ou nie carrément les véritables problèmes. De toute évidence, A. Rossi, à travers la description, parfois saisissante, du débordement fasciste et de l'incapacité, du « nullisme » politique des partis prolétariens, vise à justifier et à exalter la politique de « Front Populaire » qui a triomphé en France en 1936. Du livre de Rossi il se dégage nettement, que c'est une politique de Front Populaire qui aurait préservé l'Italie fasciste.

Le dilemme devant lequel se trouvait — et se trouve — l'Italie : Socialisme ou Fascisme, non seulement est nié par Rossi, mais est caractérisé comme « perfide ». Pourtant « perfide » ou non, c'est bien ce dilemme que l'histoire pose devant nos yeux et, — comme le démontre le développement de la lutte dans tous les pays du monde — pas seulement en Italie. Rossi a raison lorsqu'il affirme que le mouvement ouvrier a été vaincu en Italie, non par le fascisme, mais par l'incapacité, par la décomposition intérieure, par l'inexpérience des Partis qui devaient le conduire à la victoire. C'est un fait que le fascisme s'est frayé la voie non sur la base de la destruction directe des organisations prolétariennes (et cela malgré l'appui et la collaboration active qu'il a eu de la part de tous les gouvernements « démocratiques » qui se sont succédés en Italie depuis la fin de la guerre jusqu'à octobre 1922) mais sur celle du plétinement sur place, de l'impasse dans laquelle, à un certain moment, le mouvement ouvrier s'est trouvé cloué. Mais les recettes que Rossi indique comme susceptibles d'éviter la catastrophe si elles avaient été employées, nous paraissent plutôt des cataplasmes inutilisables et en tout cas, absolument inaptes à sauver les mas-

ses travailleuses d'Italie de l'esclavage fasciste.

Pour Rossi, le véritable problème à résoudre en Italie était celui de l'intégration des larges masses populaires, et avant tout du prolétariat, dans l'Etat. Il fallait créer l'Etat populaire italien. Concrètement, cela veut dire qu'à l'Etat bourgeois, menacé de dislocation sous les vagues opposées des forces de la société italienne, il fallait donner une base de masse pour le sauver et pour empêcher en même temps, que cette base lui soit fournie par les forces hostiles au prolétariat.

Rappelons d'abord que cette idée n'a rien d'original, même sur le terrain italien. On peut affirmer que depuis 1900, elle a inspiré toute la politique du plus grand corrupteur de la vie publique italienne : Giolitti. Elle a inspiré aussi la politique des réformistes. La politique fit faillite déjà dans le climat relativement tranquille de l'avant-guerre, car l'intégration des masses populaires dans l'Etat (bourgeois) ne pouvait signifier pour celles-ci, surtout en Italie, que la renonciation passive à toute amélioration et à tout progrès réel. Elle ne pouvait signifier aussi que la mort de toute conscience de classe du prolétariat italien, dont les divers tronçons n'auraient servi que de support de la politique des divers groupements industriels et agraires de la Péninsule. Les « Ecce di Proletari » (les « Massacres des prolétaires ») qui ensanglantèrent, avec une fréquence tristement fameuse, la vie politique italienne dans les 14 années qui précédèrent la guerre mondiale, ont démontré que cette intégration (intégration volontaire et de collaboration, bien entendu : l'intégration par la force, le fascisme l'a effectuée), n'était qu'un rêve. D'autant plus chimérique devait-elle paraître — et était-elle — dans la situation d'après-guerre, lorsque toutes les masses étaient lancées en avant vers de nouvelles conquêtes politiques et sociales, et lorsque, pour pouvoir continuer d'exister, les classes exploiteuses avaient besoin de les chasser en arrière. Intégrer les masses dans l'Etat, après la guerre, aurait signifié non, ainsi que le pense Rossi, leur permettre d'utiliser les leviers de celui-ci pour consolider et étendre leurs conquêtes, mais aurait signifié briser leurs forces et les soumettre spontanément (au moyen des mitrailleuses social-démocrates) à l'exploitation renforcée des capitalistes et des agrariens.

Mais est-ce qu'au moins cela aurait épargné à l'Italie, la domination fasciste ? Répondre par un oui ou par un non à cette question, cela a l'air un peu hors du temps... Les événements ont résolu le problème à leur façon. Toutefois, il faut considérer ceci : nous avons déjà des expériences similaires à celles préconisées par Rossi : entre autres, en Autriche et en Allemagne, et plus récemment, en France et en Espagne. Dans les deux premiers cas, le fascisme a vaincu presque sans combattre. La résistance opposée par les ouvriers vint en 1934 va à l'encontre des moyens préconisés par Rossi. L'intégration des masses dans l'Etat opérée en Autriche et en Allemagne par la collaboration de la social-démocratie au gouvernement, a servi uniquement à arrêter la marche de la révolution comme premier pas, pour lui tordre définitivement le cou.

En France, le passage de Blum au gouvernement n'a modifié en rien l'attitude de l'Etat en faveur de la classe ouvrière. Il a seulement réussi à faire avaler à celle-ci une politique d'ensemble qu'aucun gouvernement non de « Front Populaire » n'aurait été capable — dans les rapports de forces donnés — de lui imposer. Sitôt que Blum esquissa un geste de résis-

tance (si l'on peut dire...), il a été gentiment mis à la porte. En Espagne, le coup d'arrêt contre Franco a été donné par les masses insurgées contre la tentative fasciste et contre... l'Etat « républicain ». Celui-ci, non seulement dans tous ses rouages, mais jusque dans les membres de son gouvernement, où passa ouvertement à Franco, ou était prêt à la capitulation. Dans la mesure où les masses de l'Espagne « républicaine » ont été « intégrées » dans l'Etat bourgeois depuis juillet 1936, la guerre civile contre le fascisme a été transformée toujours plus en une guerre entre clans liés aux impérialismes rivaux. Les buts spécifiques du prolétariat et des larges masses dans la lutte contre le fascisme, sont chaque jour mis plus à l'écart, et à leur place, on introduit des buts bourgeois-impérialistes. De façon que les masses voient toujours moins clairement pourquoi elles versent leur sang : ce qui se traduit dans une aide considérable à Franco. Les vrais défaits de la lutte anti-fasciste, sont encore une fois ceux qui, au service de la bourgeoisie nationale et de l'impérialisme étranger, enlèvent aux masses les raisons essentielles de leur dévouement et de leur résistance jusqu'à la mort.

Ces quelques exemples nous autorisent à affirmer que l'intégration des masses italiennes dans l'Etat (en admettant qu'elle fut possible), n'aurait pas évité le fascisme. Peut-être lui aurait-elle frayé un autre chemin pour arriver au but. Il faut souligner, en outre, que le fascisme n'est pas seulement un moyen pour garantir à la bourgeoisie l'exploitation « pacifique » des masses à l'intérieur du pays. C'est surtout un moyen pour développer sa puissance extérieure. Exploitation « pacifique » à l'intérieur et puissance extérieure sont les conditions nécessaires sans lesquelles toute bourgeoisie nationale est vouée à la décadence et à la mort. La question se pose donc : où les masses « intégrées », se prêtent volontairement, spontanément, à la politique d'auto-esclavage et de pillage impérialiste, où elles sont vite « désintégrées » et écrasées sans ménagement. C'est-à-dire qu'elles sont « intégrées » dans l'Etat à la manière fasciste. Il n'y avait pas d'autres alternatives possibles en Italie pour ceux qui, comme Rossi, se basent sur le maintien du capitalisme et de son Etat.

De cette position initiale découle aussi la position de Rossi sur tous les autres problèmes soulevés dans son livre. Nous sommes obligés d'aller vite.

Toute la critique de Rossi contre la social-démocratie italienne se réduit à ceci : elle devait entrer dans le Gouvernement. Pourquoi faire ? Pour empêcher que la place... soit occupée par d'autres ! Seulement, il ne suffit pas d'occuper la place, il faut aussi, entre autre, décider qui paye la casse de la guerre. Est-ce la bourgeoisie ? Mais alors il ne reste plus d'autres ressources que de l'exproprier et l'abattre. Mais Rossi sait très bien que ce n'est pas pour cela que la collaboration socialiste était sollicitée. Du reste cela aurait été la seule collaboration à laquelle les « socialistes » à la Turati, se seraient résolument refusés de toutes leurs forces. Est-ce donc le prolétariat et les masses travailleuses ? Sans doute... Mais alors il faudra les mater, car déjà elles ne peuvent et ne veulent plus vivre dans leur situation présente. Le dilemme « perfide » se représente toujours. Les « socialistes » qui étaient foncièrement hostiles à toute révolution en Italie ont certainement commis un crime en se refusant à la collaboration gouvernementale. Il aurait été mille fois mieux qu'ils jouent leur rôle ouvertement (et dans ce cas, même indirectement, la classe ouvrière pouvait en tirer des avan-

tages) que de se réduire à poignarder la révolution dans les coulisses. Car le « nullisme » maximaliste et l'inexpérience, plus tard, des jeunes cadres communistes, ne peuvent nullement « justifier » ou atténuer la trahison des autres.

Du reste, envisagée ainsi que le fait Rossi, la collaboration des socialistes au gouvernement n'aurait que réduit ceux-ci au rôle de simples pantins aux mains de leurs « alliés ». Rossi, en effet, pose la question en ces termes : Sur le terrain de la force dans le pays, le prolétariat et les masses travailleuses ne peuvent qu'être battues. Il faut, donc, entrer au gouvernement pour utiliser les forces de l'Etat. Mais si cela est vrai, alors ceux qui entrent dans le gouvernement doivent le faire en acceptant les conditions imposées par l'adversaire (l'adversaire des masses travailleuses). Et celui-ci n'est pas aussi bête d'offrir à celui qui se trouve à sa merci, les armes pour se faire abattre ; d'ailleurs, tous ceux qui ont offert la « collaboration » aux socialistes (Nitti, Giolitti, etc...) leur ont tenu ce simple langage : Ou vous entrez dans le gouvernement et nous aidons à étrangler le mouvement ouvrier, ou nous serons forcés de le faire avec la Garde Royale et avec les bandes fascistes. Toute la stratégie de Rossi consistait dans l'acceptation de cette collaboration.

C'est pourquoi il n'a que du mépris pour ces pauvres socialistes bolonais, qui devant les menaces fascistes protégées ouvertement et ostensiblement par le gouvernement qui offrait aux socialistes de collaborer, décident de se défendre eux-mêmes. Il fallait, selon lui, demander à l'Etat de défendre ses propres institutions. Et après ? Si l'Etat considère que pour défendre ses institutions il faut y chasser les socialistes élus par les masses ? Si pour y arriver, il arme les fascistes, les encadre d'officiers de l'armée, et les pousse à l'attaque protégés par les forces de la police ? Les prophètes désarmés sont voués à la défaite ; mais celui qui se met sous la protection des armes de l'adversaire qui veut l'abattre n'a pas de meilleures chances d'y échapper. Rossi critique à juste raison Matteotti lorsque celui-ci invite les paysans du Pologne à ne pas résister par les armes aux fascistes. Mais il le critique parce que, selon lui, la non-résistance à la base devait avoir comme complément une action encore plus énergique à Rome. Mais quelle action énergique pouvaient-ils mener à Rome ceux qui y arrivaient des provinces en quémandeurs, la queue et les oreilles déchirées par les morsures des loups fascistes que Rome protégeait et armait ? N'est-il pas évident qu'ils ne pouvaient qu'être l'objet de la politesse ironique des concierges des ministères ? N'est-il pas évident que pour peser à Rome il fallait être en condition de détruire les nids fascistes que la capitale organisait dans les provinces ? Et dans ce cas, où aller trouver la « collaboration » ?

Rossi discute dans son livre aussi le problème des Soviets, des Communes et des Bourses de Travail. Au lieu de poursuivre de fantomatiques Soviets, étrangers à l'expérience italienne, il fallait, selon Rossi, s'appuyer sur les Bourses de Travail et sur les Communes. Ces deux organismes auraient pu substituer avantageusement les Soviets. Substituer pour quoi faire ? Pour entrer dans une combinaison ministérielle la corde au cou ? Sans doute, pour faire cela les Soviets sont inutiles. Mais l'expérience italienne a démontré, elle aussi, que le Soviet n'est nullement un organisme spécifiquement russe. Dans les usines, au cours des grèves, pendant les manifestations contre la cherté de la vie, en mille et mille occasions, les

ouvriers, les masses, ont spontanément donné vie à des organismes qui les réunissaient et les dirigeaient en dehors et au-delà des limites des Bourses de Travail (sans parler des communes, institutions de l'Etat bourgeois). Le fait que les dirigeants du Parti Socialiste Italien (les Bombacci, les Gennari et autres abrutiés de cette espèce) au lieu de s'appuyer sur l'expérience des masses, voulaient créer des « Soviets » tels qu'ils les concevaient dans leur pauvre cerveau, n'enlève rien au fait que ces organismes étaient trouvés, au moins dans leur forme embryonnaire, spontanément par les masses chaque fois qu'elles en avaient besoin. Cela déplaisait beaucoup aux mandarins réformistes et à leurs avocats, mais cela était un fait.



En dépit des idées de son auteur, nous recommandons particulièrement aux jeunes, la lecture du livre de Rossi. Ils pourront y apprendre beaucoup de choses. Avant tout, l'incapacité, la carence, la trahison des dirigeants des partis prolétariens italiens face au fascisme leur enseigneront (il faut l'espérer) à trouver d'autres chemins pour vaincre ce terrible ennemi. Et ensuite ils verront par quels moyens le fascisme italien, dirigé par Mussolini, est parvenu au pouvoir. Ils verront avant tout, que le fascisme s'est présenté du premier moment, comme une organisation de combat, une organisation armée. Il a su exploiter à fond les moyens légaux et les moyens illégaux pour atteindre son but. Il a utilisé largement les forces de l'Etat pour protéger son action, mais il s'est préoccupé à chaque instant d'avoir une force armée à lui, ne dépendant que de lui. Et pas seulement une force armée, mais aussi une police, des moyens de communication et de liaison : en somme tout ce que doit avoir une organisation, un parti qui veut réellement conquérir le pouvoir. Du livre de Rossi, il se dégage des leçons de stratégie et de tactique politique de la plus haute importance pour les jeunes qui, rompant avec le socialisme à la Blum et avec le stalinisme, se rangent sous le drapeau de la Quatrième Internationale, pour vaincre là où les autres ont perdu, failli et trahi.

R.

HISTOIRES DES RÉVOLUTIONS

de CROMWELL à FRANCO, par

L. MANDIN, DURET, PERRIEUX, CREMIEUX, DESCAYES, SERGE ROSSI, LAURET, CASSOU (1 vol. 247 p. — N.R.F.).

Ce volume devrait s'appeler *Histoire de quelques révolutions et de quelques contre-révolutions*, si le titre voulait répondre au contenu. En effet, il contient quelques études sur la grande révolution anglaise, sur le 14 juillet, sur 1830, sur février 1848, sur les origines de la commune, sur la révolution d'Octobre. Mais on y trouve aussi une étude sur la « marche sur Rome » et sur la victoire d'Hitler, qui ne peuvent passer pour des révolutions qu'aux yeux d'un démocrate pervers. Il y a aussi un chapitre sur « L'Espagne républicaine » difficilement classable.

Ces chapitres sont de valeur et d'intérêt très inégaux. Certains sont de rapides bâclages (Mandin, Cassou). D'autres ont évidemment un objectif de politique immédiate. C'est le cas de l'étude de Duret sur les prodromes de la révolution de 1789, qu'il s'efforce visiblement de rapprocher des troubles sociaux présents de la France. C'est aussi le cas du chapitre de Rossi sur le fascisme italien, qui résume bien son récent livre (que nous analysons d'autre part).

L'esquisse de Victor-Serge sur la révolution russe donne un bon aperçu historique, et on peut se féliciter qu'une plume stalinienne ne soit pas venue salir et défigurer dans ce recueil le chapitre culminant de l'histoire des révolutions. Signalons toutefois une erreur (ou un à peu près ?). Serge écrit que Trotsky « est connu comme le théoricien de la révolution permanente, ce qui veut dire, en somme, d'une action révolutionnaire internationale incessante ». Mais non ! ce n'est pas du tout cela ! Qu'est-ce que cela veut dire « Une action révolutionnaire incessante ? ». Ou bien c'est une suite de mots creux, ou bien cela suggère simplement au lecteur l'idée d'une agitation perpétuelle, d'un « activisme » constant, indépendant des situations concrètes. Serge aurait voulu suggérer au lecteur cette interprétation, qu'il n'aurait pas rédigé autrement son allusion. La « révolution permanente », ce n'est pas du tout cela. Pour le dire en cinq lignes, cette expression caractérise, déjà en 1917, et mieux encore en 1938, deux ordres d'enchaînements du développement de la révolution socialiste : 1°) Le déclenchement de la révolte du peuple contre la domination féodale, fasciste ou bourgeoise (impérialiste dans tous les cas) exige l'hégémonie du prolétariat, seule classe capable de diriger la lutte pour l'expropriation du grand capitalisme privé. Les autres classes exploitées (petite paysannerie, petite bourgeoisie) doivent être regroupés autour du prolétariat, et séparés des partis bourgeois qui les dirigent ; 2°) La révolution socialiste peut vaincre dans une région ou un pays, mais la solidarité impérialiste mondiale exige son extension à l'échelle internationale pour son triomphe définitif.

What is socialism? Three lectures for workers, by A. GOLDMAN (New-York. 48 p.).

Cette brochure éditée par nos camarades des Etats-Unis contient trois conférences sur le socialisme.

DANS LE PROCHAIN NUMÉRO :

Plusieurs importants articles de L. Trotsky sur l'URSS. — Un article d'Elsa Reiss sur Ignace Reiss. — Une importante chronique internationale, etc.

Le 3° Congrès du P. O. I.

Le Comité Central du Parti Ouvrier Internationaliste a décidé de convoquer pour les 29 et 30 octobre le Troisième Congrès National du Parti. Cette convocation est annoncée d'autre part dans la Lutte ouvrière.

L'ordre du jour comprendra :

1. Rapport d'activité du Comité Central.
2. Rapport sur la situation politique.
3. Rapport sur le travail syndical.
4. La presse du Parti.
5. La question agraire.
6. Rapport International.

A NOS LECTEURS

Conformément à notre décision de tenir nos lecteurs avec précision au courant de la vie de leur revue, nous publions ci-dessous les comptes du premier semestre 1938, de janvier à juin.

DEPENSES			
	Vente au n°	Imprimer	Frais adm.
Janvier	485	139.50	
Février	100	81.30	
Mars	675	136.25	
		15.50	
Avril	1095	226.35	83.45
Mai	500		
Juin	1670	138.90	20
	4525	737.80	103.45
		5.366.25	

RECETTES			
	Vente au n°	Abonnements	Surcr. vers. divers
Crédit fin décembre 1937			€9.50
Janvier	398	76	20
Février	93	50	100
Mars	859.50	143.75	369
Avril	187	40	
Mai	872.20	178	500
Juin	1403.75	140	50 (SI)
	3813.45	627.75	439 869.50
		5.749.70	

Soit à Juin un crédit de 383,75.

ERRATA

Deux importantes erreurs se sont glissées dans le numéro spécial de juin. Nous prions nos lecteurs de les rectifier ainsi :

1° Page 80, 1^{er} col. en haut, il est dit : « En U.R.S.S.

En outre, une commission spéciale a été désignée pour rapporter au Congrès des propositions relatives à l'élaboration du programme définitif du parti.

Une tribune de discussion sera ouverte dans la Lutte ouvrière, dans Quatrième Internationale, et dans le Bulletin Intérieur, de façon à permettre une large préparation du Congrès sous les yeux du prolétariat et avec la participation de son avant-garde.

Prochainement seront publiés les premiers résolutions et rapports, après discussion du Comité Central. En même temps que le Congrès sera convoquée la Conférence Nationale des Jeunes Socialistes révolutionnaires.

Nous avons lieu de n'être pas mécontents de ce premier bilan. D'abord, notre revue a pu vivre régulièrement jusqu'à présent sans distraire un sou des ressources propres au parti. Ensuite, nous constatons que dans les recettes, les souscriptions n'interviennent que pour environ 1.200 francs sur une recette totale de 5.749,70.

Nous avons donc le droit de dire que les finances de notre revue reflètent une activité sérieuse de nos lecteurs, diffuseurs, et des membres du parti et des Jeunes.

Cependant, ce n'est là qu'un début.

La tâche consiste maintenant à consolider les résultats acquis et à les étendre. La question de la diffusion de la revue doit être à l'ordre du jour de toutes les cellules. D'autre part, les paiements doivent être effectués avec une régularité absolue, chaque mois, par les dépositaires.

Ce mois-ci, une circulaire sera adressée à tous les abonnés de la Lutte ouvrière et à de nombreuses autres adresses. Nous invitons les camarades ainsi touchés à prendre chaque mois un dépôt régulier de revues, pas inférieur à 5. Ceux qui acceptent de prendre un tel dépôt à compte ferme (c'est-à-dire en s'engageant à nous payer en tout cas les 5 exemplaires vendus) bénéficieront d'une ristourne de 10 %.

Nous sommes certains qu'il y a ainsi un grand nombre de distributeurs possibles. C'est en développant ainsi considérablement leur nombre que nous pourrions rapidement doubler le tirage. A l'œuvre donc, sans tarder, pour Quatrième Internationale !

L'ADMINISTRATION.

« QUATRIÈME INTERNATIONALE »

Revue mensuelle publiée par le C.C. du P.O.I.

Prix du numéro : 2 fr. 50

ABONNEMENTS :

France : 1 an, 25. » — 6 mois, 12. »

Etranger : 1 an, 40. » — 6 mois, 20. »

Compte chèque postal Naville. — 1333-80. — Paris

15, passage Dubail, Paris, 10°

ainsi, la plus value recèle le profit, le salaire... ». Une ligne a sauté et il faut lire : « En U.R.S.S. aussi, la plus value recèle le profit, la rente foncière, etc... de même que l'entreprise verse le salaire... » ;

2° Page 87, 2^e col., une série de lignes ont été interverties dans le 3^e paragraphe. Nous le rétablissons tel intégralement :

« a) Depuis de très longues années le prolétariat

russe a perdu tout espoir de pouvoir politique »... Craipeau se garde bien de dire depuis quand exactement. Il veut seulement provoquer l'impression que notre tendance s'est nourrie « depuis de très longues années », d'illusions. Il oublie de dire qu'en 1923 la bureaucratie fut tout à fait ébranlée et que c'est seulement la défaite allemande et le découragement du prolétariat russe qui s'ensuivit, qui rétablirent la situation. Pendant la révolution chinoise (1925-1927), la crise se répéta avec des phases analogues. Le premier plan quinquennal et les grandes secousses en Allemagne qui précéderont l'avènement de Hitler (1931-1933), remirent de nouveau en question la domination bureaucratique. Peut-on douter un instant que si la révolution espagnole avait été victorieuse et si les bons ouvriers français avaient pu développer leur offensive de mai-juin 1936 jusqu'au bout, le prolétariat russe aurait retrouvé son courage et sa combativité pour détrôner les thermidorien avec le minimum d'efforts ? C'est seulement la succession des défaites les plus terribles et les plus déprimantes dans le monde entier qui a stabilisé le régime de Staline. Craipeau oppose le résultat, d'ailleurs bien contra-

dictoire en lui-même, au processus qui l'a produit et à notre politique qui fut le reflet de ce processus.

« b) Pour réfuter l'argument que c'est seulement la bureaucratie en tant que corporation, d'ailleurs extrêmement flottante, qui manie les ressources nationales et que les bureaucrates isolés n'ont pas droit à la libre disposition de la propriété étatique, Craipeau répond : « Les bourgeois (?) eux-mêmes sont restés longtemps avant de pouvoir transmettre à leurs descendants des titres de propriété sur les moyens de production. A l'aube des corporations, le patron est élu par ses pairs », etc... Mais Craipeau laisse de côté cette bagatelle que précisément « à l'aube des corporations » celles-ci n'étaient pas encore divisées en classes et que le patron n'était pas le « bourgeois » dans le sens moderne du mot. La transformation de la quantité en qualité n'existe pas pour Craipeau. »

Au numéro 10 (juillet), p. 134, dans la *Critique économique*, se sont glissées deux erreurs, dans la 1^{re} colonne, **Totaux** du tableau de la dette publique. Les totaux qu'il faut lire sont : 337.812 et 355.492 (au lieu de 377.812 et 335.492).

LISEZ CHAQUE SEMAINE

La Lutte Ouvrière

Organe hebdomadaire du P. O. I.

Le numéro : 0 fr. 75

CHAQUE MOIS

Révolution

Organe des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires

Le numéro : 0 fr. 50

15, PASSAGE DUBAIL. — PARIS (10^e)